

BAMBARI

Avant-propos
Introduction
RCA, pays meurtri
Une nouvelle capitale
Bambari
Conclusion
Epilogue
Postface

Une nouvelle capitale pour la République Centrafricaine

par

Jean-Bosco PELEKET

contacts :
www.sangonet.com
kodro@yahoogroupes.fr
jpeleket@hotmail.com

JBP, juillet 2002
RCA, janvier 2003
Tous droits réservés

BAMBARI

Pour une nouvelle capitale de la République Centrafricaine

Par

Jean-Bosco PELEKET

Parler peu mais travailler beaucoup

Travailler pour produire, produire pour bâtir notre pays

Tel est le sens de mon engagement et la raison de mon existence.

Barthélemy Boganda

Quand

Quand donc cesseras-tu d'être le jouet sombre

Au carnaval des autres

Ou dans les champs d'autrui

L'épouvantail désuet.

Aimé CESAIRE

1. Introduction

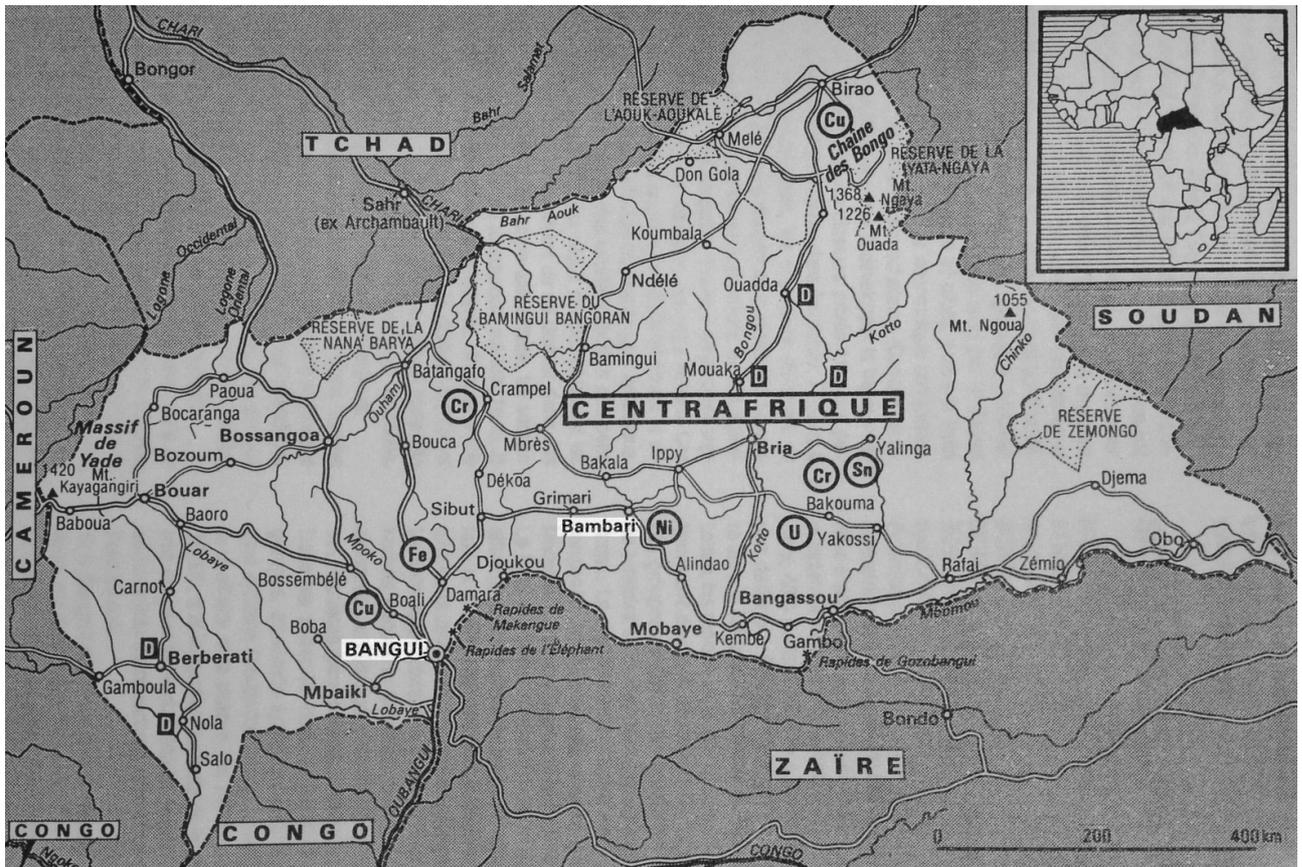
Les tracés des limites des états africains témoignent du dépeçage du continent noir aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles et marquent la balkanisation de ce continent. Quarante ans après l'accession de l'essentiel des territoires coloniaux à la souveraineté internationale ces tracés font couler encore l'encre tant l'opposition entre les tenants de l'unité, sinon d'une confédération africaine et les partisans des micros "états faciles à gouverner" ou à manipuler est rude. Dans ce débat qui prend, à bien des égards, l'allure d'un combat inégal où les tenants de la seconde thèse détiennent tous les leviers de pouvoirs alors que les premiers ont tout au plus le droit à la parole et encore dans des enclos, les Africains comptent pour peu. Nulle part en Afrique centrale le débat est véritablement envisagé. Même la thèse de Kwamé KRUMA, exhumée par Muammar KADHAFI lequel s'est empressé de la coiffer de burnous libyen comme pour bien la neutraliser, n'a pas suscité de réelles discussions dans le microcosme.

Dans les rares pays d'Afrique de l'Ouest ou australe où l'opposition est perceptible et quelque peu crédible, la lutte pour le pouvoir y compris au plan local est si rude qu'elle laisse peu de place aux débats d'idées en général et plus singulièrement celui de l'unité africaine.

En Afrique centrale les populations sont si préoccupées par la lutte pour la survie quotidienne que le débat sur l'union africaine ou tout autre approche panafricaniste paraît surréaliste. Le néocolonialisme qui y sévit plus qu'ailleurs, s'arroge le droit de parler au nom de ces Africains, considérés avant tout comme des victimes de l'indépendance. Nous ne nous attarderons pas sur cette question même si elle interpelle. En effet, comment s'intéresser au continent africain alors que son propre pays est en butte à des manœuvres de division de toute sorte, échafaudées la plupart du temps par l'étranger avec le concours actif des supplétifs locaux ?

2. République Centrafricaine, pays meurtri mais profondément unitaire

Pourtant malgré tous les poids et les malheurs sous lesquels ploient les Centrafricains, c'est encore parmi eux que l'on dénombre le plus de partisans de l'unité africaine en Afrique centrale.



Bê Afrika ou République Centrafricaine

Barthélemy BOGANDA, le père de l'indépendance de la RCA, pour qui le peuple voue une admiration sans borne, milita ardemment avant les années 60, pour une Afrique Equatoriale Française (AEF) érigée en un seul Etat auquel le Cameroun, le Congo-Belge et l'Angola étaient appelés à s'y rattacher à leur sortie du joug colonial¹.

Les Centrafricains se retrouvèrent dans les idées et le combat de Kwamé KRUMA pour l'unité africaine d'autant plus facilement que le leader panafricaniste, à défaut d'implanter ex nihilo la capitale du futur Etat continental à Gambô, épice de l'Afrique, suggéra adroitement la ville de Bangui aux confins de la RCA et du Congo.

Tous ceux qui ont eu le bonheur de sillonner la RCA, même après l'avènement du président Félix Patassé et du régime MLPC, sont unanimes pour témoigner que jamais le désir du Centrafricain de vivre en paix dans son pays n'a été aussi grand et ce, malgré la chasse aux sorcières et le pogrome des Yakomas. Partout, l'adage : « Il n'y a pas plus grand bonheur que la venue d'un hôte "savanien" ou "oubanguien", dans la paix et l'amitié » est répétée de village en village comme un leitmotiv, pour signifier aux dirigeants de circonstance des palais d'état à Bangui et leurs obligés, l'indéfectible attachement des gens du peuple aux valeurs profondes d'unité du pays de Barthélemy BOGANDA.

Dans le même temps l'attrait exercé par la capitale centrafricaine sur le pays tout entier en particulier sur les jeunes, au cours des 33 premières années d'indépendance n'est plus qu'un souvenir. A quelque chose de malheur est bon, dit-on. En effet, l'effondrement de la ville de Bangui depuis 1996 avec la faillite économique et sociale, les mutineries à répétition, les simulacres de coup d'état ou des coups d'état préfabriqués suivis de génocide et des interventions militaires étrangères meurtrières ont fini par réjouir quelque part les anciens et, en tout état de cause, les ont persuadés dans leur conviction d'attachement aux valeurs de la terre et à l'idée, que la ville de Bangui, œuvre des envahisseurs étrangers avec les munzu vukos, leurs hommes de main, « doit s'écrouler totalement pour que renaisse véritablement le pays réel et l'Afrique ».

3. Une nouvelle capitale pour relancer la RCA

Pour ces anciens souvent diserts pour peu qu'on se donne la peine de les écouter, le pays réel est celui de Barthélemy BOGANDA, c'est à dire la République Centrafricaine dans son ensemble, la terre indivisible de leurs aïeux, patrie de tous les Noirs sans exception et sans discrimination aucune.

« Bangui capitale souillée » doit céder le pas à une ville nouvelle dans un élan de renaissance nationale.

Pourquoi changer la capitale de la RCA ? Où en implanter la nouvelle ? Avant de formuler ici cette idée qui me tient à cœur depuis toujours, dont les amis et compatriotes m'ont souvent entendu parler, jetons un regard dans le passé de ce pays qui n'est pourtant pas si lointain.

3. 1 Bangui : bref historique, un lieu, un non-choix

La localisation des villes dans les colonies et plus singulièrement en Afrique résultait pour les conquérants de la nécessité de disposer de têtes de pont pour contrôler d'abord militairement ensuite administrativement et économiquement les pays conquis. En résumé, l'envahisseur étranger ressentit le besoin de points d'appui lors de la prise de contrôle de territoires souvent plus vastes que le sien.

En Afrique centrale, « le bassin hydraulique du Congo-Zaïre offre un tel réseau naturel de pénétration dans le continent noir que les tentatives de communication par voie de surface autre que fluviale sont très vite abandonnées. Le réseau disponible est en effet très dense :

- 1600 kilomètres le long du fleuve jusqu'à Kisangani,
- 1200 kilomètres au fil de l'Oubangui jusqu'à Bangui,
- 650 kilomètres sur le Kasai jusqu'à Ilébo, sans compter les multiples affluents et sous affluents de moindre importance.

Au terme amont de plusieurs de ces biefs navigables, là où les chutes et les rapides soulignent les passages aux roches dures du pourtour de la cuvette, et témoignent sans doute de la persistance tardive de certains

¹ Pierre Kalck, Barthélemy Boganda, Elu de Dieu et des Centrafricains, éditions Sépia, Saint-Maur, 1995, p. 166 et 171

Se référant à l'histoire tragique de l'Afrique B. Boganda plaida de toute sa force et toute sa vie durant pour la constitution d'un seul Etat en Afrique Centrale : « *L'indépendance dans l'isolement est une dangereuse illusion. Notre unité sera la condition sine qua non de notre indépendance. En partant de ce qui a été déjà fait par l'administration coloniale, nous ferons de l'A.E.F. une nation moderne. Voilà ce que la jeunesse et le peuple aëfien tout entier attendent de leurs élus responsables désormais de leur pays. Et puisque cela est réalisable, nous devons le réaliser, sinon nous serons jugés et condamnés par la postérité comme traîtres à notre mission. Car à l'époque où les grandes nations sont dépassées et cherchent à s'unir, le tribalisme et la balkanisation de l'Afrique seraient un crime contre la race noire...* »

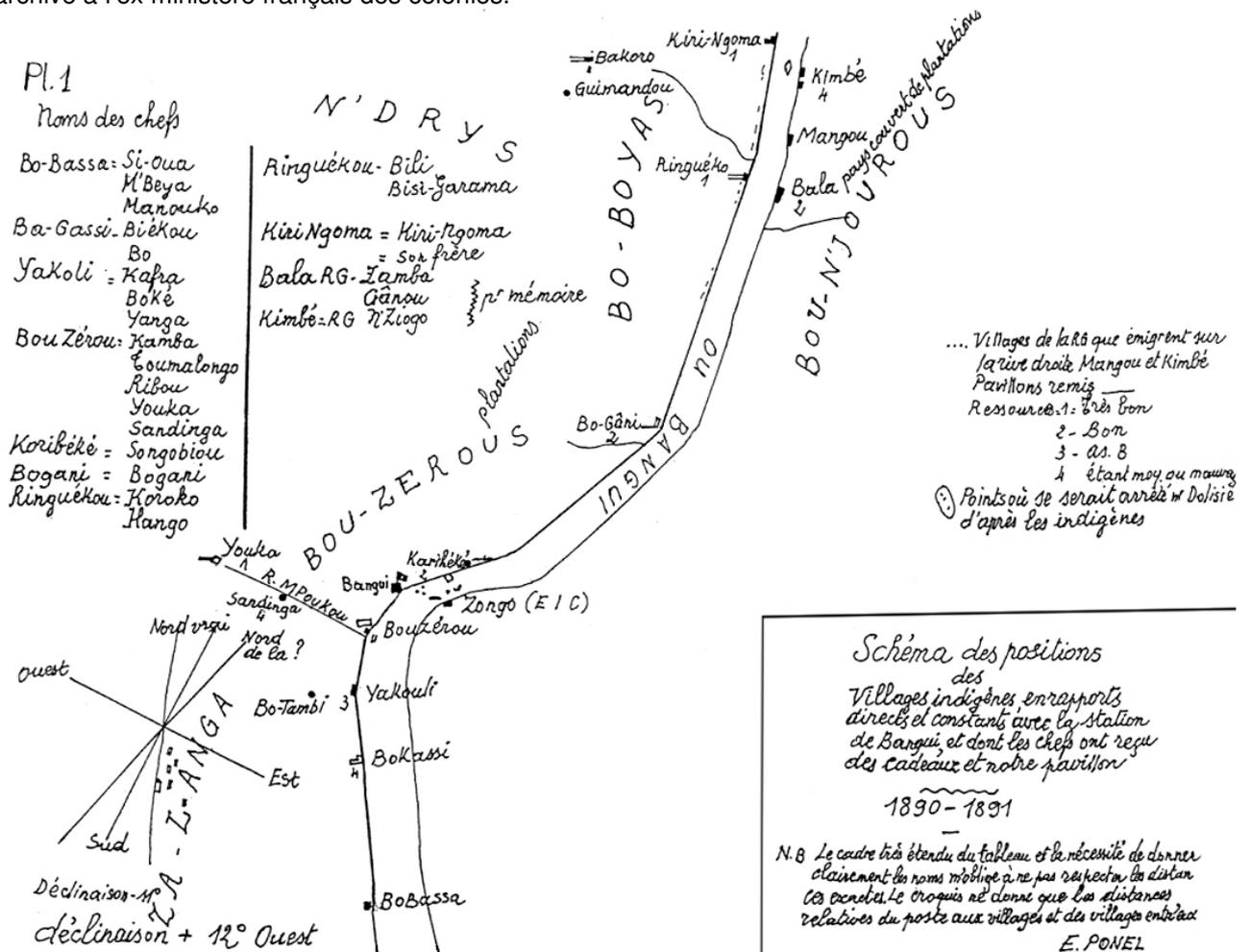
« *La division, le tribalisme, l'égoïsme, l'absence de sentiment national nous ont valu quatre siècles de servitude... C'est le siècle des grands ensembles. L'heure a sonné, Africains. Il faut détruire les cloisons des clans. Il faut démolir les limites des tribus. Il faut renverser les barrières des frontières artificielles et arbitraires.* »

« *Vouloir créer au vingtième siècle des poussières d'Etats, c'est une politique rétrograde à courte vue et d'intérêt immédiat dont le résultat sera la disparition à brève échéance de ces mêmes Etats et la perte de leur indépendance* »

mouvements tectoniques, des postes administratifs furent très tôt fondés. Le site est particulièrement spectaculaire à Bangui, dominé par des collines d'une hauteur relative de 350 mètres ; ici, les barres de quartzites coupent obliquement le cours de l'Oubangui et lui imposent plusieurs changements d'orientation successifs »².

La route du «Nord » (3) confirma le centre administratif, issu d'une fonction primitive de transbordement de la voie d'eau. La fonction économique se manifesta d'autant plus rapidement que les ravitaillements des troupes de la mission Marchand, lancées à la conquête du Nord, venaient du Sud. Bangui devint rapidement le point de passage obligé de la «voie fédérale» vers le Tchad dans une Afrique Equatoriale Française. L'infrastructure politique et administrative profite de la fonction de transit. L'encadrement colonial officiel s'accommode d'une localisation aux points de rupture de charge à partir desquels sont tracées peu à peu les voies de transport qui permirent un accès aisé dans tout le territoire. Ainsi est né Bangui en 1889.

Ci-après une reproduction de manuscrit de la main de l'explorateur E. PONEL, datant de 1891. Original archivé à l'ex ministère français des colonies.



3. 2 Bangui capitale de l'Oubangui-Chari

Plus d'un demi-siècle plus tard, Jean Dresch, un géographe français de passage à Bangui en 1946, tombe sous le charme de cette ville. Il écrit : « Plus importantes que ces deux villes côtières, Pointe-Noire et Libreville, si violemment contrastées, Bangui et Brazzaville sont les vraies villes congolaises, villes de fleuve. Le site de Bangui est magnifique : l'Oubangui s'échappe du pays des collines et va, en s'infléchissant vers le Sud pénétrer à la fois dans la grande plaine et dans la grande forêt. Sur la rive droite une haute croupe allongée nord-sud s'avance jusque dans le fleuve où ses roches provoquent des rapides ».

« Elle est couverte d'une forêt dense. La plaine l'entoure de tous les côtés, immense et marécageuse à l'Ouest, limitée par une ligne de collines vers l'amont. Les limites administratives de la ville englobent collines et plaines, une surface immense où Bangui se cherche curieusement ».

² Villes congolaises -Etudes de géographie urbaine et sociale-, Jean Dresch, cité par Yves Boulvert, Bangui 1889-1989, Points de vue et témoignages, Ministère de la coopération et du développement Paris, 1989

« Bangui est une ville assez extraordinaire qui répond mal aux définitions traditionnelles. Les urbanistes prévoient qu'elle occupera la colline. On devine en effet le parti qu'ils en pourraient tirer pour l'aménagement des quartiers résidentiels. Mais elle n'est encore occupée que par des singes et par des panthères qui parfois se hasardent dans les rues de la ville. La ville blanche de Bangui vit dans l'avenir qui, du reste, paraît assuré »

« La population de Noirs est déjà imposante, puisqu'on dénombrait plus de 25 000 individus à la fin de 1945. Mais la répartition des indigènes n'est pas moins curieuse et incertaine. Bangui ne compte pas de gros villages groupés. Seize agglomérations, souvent désignées par le nom du chef de canton ou de quartier se dispersent dans le périmètre urbain. Certaines ne sont souvent que de vrais villages de ruraux intégrés dans la ville. Aucune n'est complètement coupée de la vie rurale. »

« Ainsi la ville blanche s'entoure, à distance respectueuse, d'une série de villages. Il y en avait un autre tout près, sur l'emplacement de la future gare ; on l'a fait déménager, bien que certains de ses habitants aient construit en dur. Mais un village d'"évolués" et d'ouvriers est en cours de construction, au sud du terrain d'aviation. Les cases sont en dur et soignées ».

« Curieuse ville, en somme, semi-rurale encore, puisqu'elle contient non seulement des planteurs blancs, mais aussi et surtout des agriculteurs noirs qui ne sont pas "détribalisés". Réserve de main-d'œuvre pour la ville future ».

« Attirés à la fois par le fleuve et par la colline, les blancs se sont établis d'abord sur la berge, ombragée par de vénérables manguiers, le long de ce qu'on appelle le port, digne de ce nom seulement depuis qu'un quai, pendant la guerre, a été aménagé. Au-dessus, des rues en damiers grimpent, toujours bordées de manguiers, sur les pentes inférieures de la colline : factoreries et cases administratives sont du vieux type colonial. Mais à partir de la place du marché, la ville s'est étendue dans trois directions : le long du fleuve vers l'aval, vers les marais où conflue la M'Poko où s'esquisse un quartier portuaire et industriel, aux abords de la future gare du Bangui-Tchad, le long de la route de M'Baïki où se sont établis quelques petits planteurs blancs, enfin au contact de la colline et de la plaine où se succèdent missions, hôpital, logements, locaux administratifs, cité de l'aviation, tous bâtiments qui n'ont plus rien de colonial ».

« Quant à la population indigène, elle se répartit dans seize agglomérations qui se dispersent dans le périmètre urbain. En contournant la colline, on rencontre d'abord, en amont de la mission Saint-Paul, un groupe de villages nouvellement installés et occupés par des pêcheurs et cultivateurs appartenant aux races avoisinantes, Sangho à N'Zengué, Yakoma à Gremboutou, Banziri à Sao [entendez : Sayo], auxquels se mêlent des employés. Vers le Nord, après de petits "quartiers" où résident des boys ou des prostituées attirées par le camp militaire, le village de N'Garsoué est un village de paysans N'Drè englobé dans la ville. Kaïmba et Boy-Rabé sont deux agglomérations jointives, peuplées d'anciens tirailleurs et de Baka-Mandjia. A la pointe du périmètre urbain, Bafio et Magoambala sont peuplés de Baya et de Mandjia, tous plus ou moins agriculteurs. Les villages situés au-delà du terrain d'aviation sont, au contraire, des villages de commerçants et artisans, étrangers au pays et musulmans, villages jointifs installés là sur plan en damiers, tandis que les autres s'aménagent au gré des occupants : Sénégalais à Ibrahim Sow, Bornouan à Mustapha, Haoussa à Mamadou-M'Baïki, concessions bien closes qui rappellent le Soudan et l'Islam contrastent avec les cases de leurs voisins, Banda de Malimaka, Sara d'Assana, anciens gardes de Yakété... »³.

3. 3 Urbanisation à la sortie de la 2^{ème} guerre mondiale

On l'a vu, la ville n'était point construite pour les autochtones ou les colonisés, considérés au mieux comme un gisement de main d'œuvre bon marché, au pire comme sujets de révolte potentielle, à tenir bien à l'écart. Les autochtones étaient souvent conduits à Bangui de gré ou de force et regroupés par affinité ethnique dans les quartiers périphériques ou des «villages». Et comme si l'éloignement ne suffisait pas, des zones tampons furent érigées entre les villages et le centre ville pour la sécurité des Blancs. Le centre de la ville était réservé à l'administration, aux infrastructures scolaires, sanitaires, aux commerces et aux demeures exclusives des Blancs⁴.

Les premières mesures d'assainissement intervinrent dans la foulée de la défaite du régime nazi en Allemagne ; la France se sentant obligée à l'égard des colonies qui, du reste, avaient porté l'essentiel des efforts de guerre. Le territoire de l'Oubangui Chari bénéficia de 4 milliards de crédits au titre du 1^{er} plan quinquennal (1947-1952). Plus de 3 milliards de francs CFA devaient être consacrés à l'infrastructure et 365 millions réservés aux équipements sociaux. L'architecte Fanny Joly établissait en 1951 un plan d'urbanisme pour Bangui⁵.

³ Ibid.

⁴ Jean-Luc Piermay, Citadins et quête du sol dans les villes d'Afrique Centrale, éditions l'Harmattan, Paris, 1993, p 92

⁵ Pierre Kalck, Histoire de la République Centrafricaine, éditions Berger Lerault, Paris, 1974, p 282.

La croissance démographique de la ville fut rapide malgré les entraves dressées par le pouvoir colonial (laisser passer, impôt de capitalisation ou impôt per capita). L'électrification de la ville fit de Bangui l'eldorado dans cette masse glauque de la forêt équatoriale. Les lumières de la ville étaient en effet irrésistibles, les contraintes y compris d'ordres tribaux moins fortes à Bangui. La colonie mit en chantier des travaux pour l'habitat de ses serviteurs dits « les évolués ». Quatre lotissements furent lancés respectivement en 1953-1954 : La Kouanga, en 1960 : SICA I, II, III. Bangui enchantait des poètes et musiciens⁶. Il est vrai que l'électricité était inconnue d'autres villes et villages du pays que la capitale de l'Oubangui-Chari.

A noter cependant pour ceux qui ont eu le bonheur d'avoir parcouru le monde dans les années 50, la ville de Bangui offrait, à l'indépendance de la RCA intervenue le 13 août 1960, plus l'image d'une sous-préfecture languissante, à l'écart de toute émulation culturelle, industrielle, et commerciale que d'une capitale d'Etat digne de ce nom.

Très vite, les nouvelles autorités, toutes aussi mal préparées à leurs nouvelles tâches que le pays tout entier, durent faire face à des problèmes d'intendance tels que l'installation des ministères, de l'administration centrale, du parti unique, du parlement. Elles s'en préoccupèrent si fort qu'elles « oublièrent » l'essentiel de leurs devoirs : le bien être du peuple qui résulte du développement économique et la prospérité de la nation.

3.4 Bangui capitale de la RCA

Bangui est situé à l'autre bout de la RCA, totalement excentré par rapport au vaste territoire centrafricain. Centre administratif issu d'une fonction primitive de transbordement par voie d'eau, Bangui offrit au colonisateur français l'avantage du point d'appui pour la conquête des terres du Nord en particulier le Tchad. Concomitamment cette garnison fut un verrou par rapport aux prétentions de la Belgique sur la façade oubanguienne. Plus tard Bangui devint l'entonnoir par lequel la richesse du pays passa pour être avalée par des navires en partance pour Brazzaville et Pointe-Noire où d'autres plus vastes attendaient pour la France et l'Europe. Assurément Bangui n'a pas été édifié dans l'intérêt du pays réel et entier. Que les hommes politiques qui se sont succédés aux colonisateurs ne l'aient point perçu dénote de leur cécité, de l'idée qu'ils se font ou ne font pas du pays centrafricain et du développement.

3.5 Quatre décennies d'indépendance, quatre décennies de piétinement et d'anéantissement

Développement au sens strict d'accroissement des biens matériels et immatériels, il n'y en eut guère en 42 ans d'indépendance.

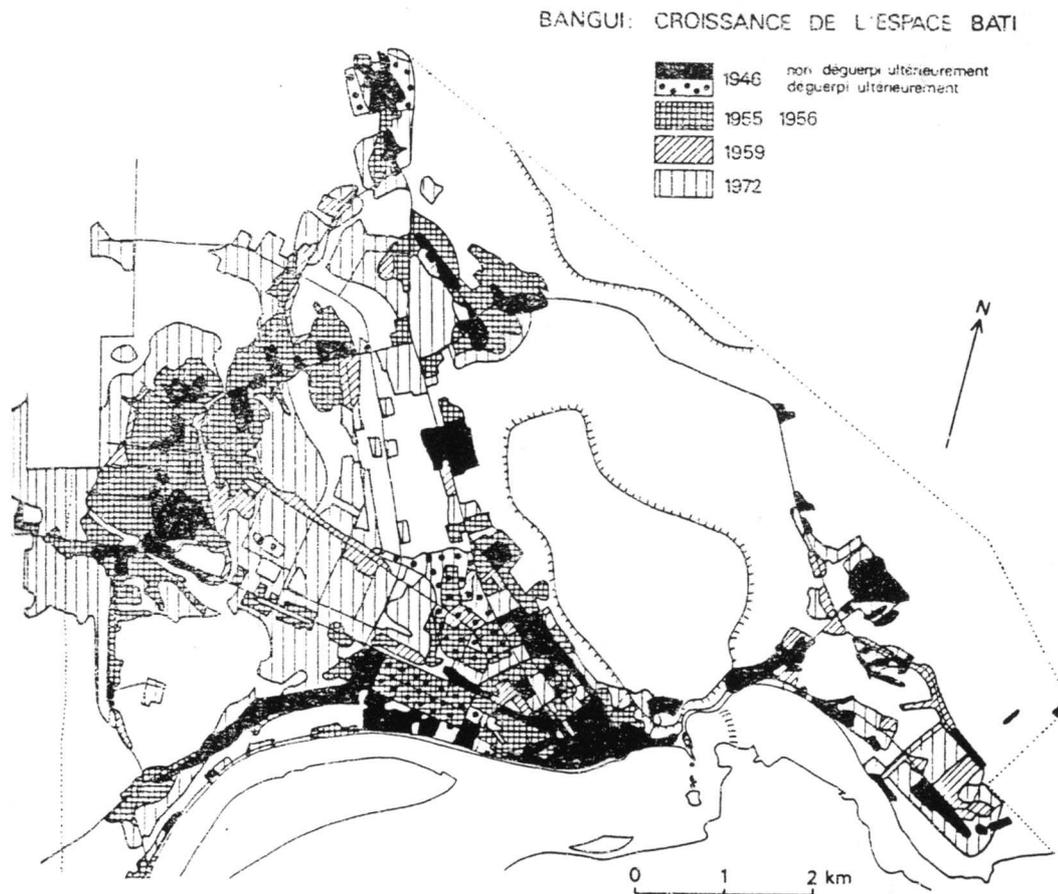
Les rares immeubles implantés çà et là dans la ville l'ont été au gré des étrangers, non point dans le cadre d'investissements à but lucratif qui eussent pu contribuer à la création de richesses mais le plus souvent, de dons, d'actions de coopération nord-sud, de siège de structures inter états. Il en est ainsi du building administratif à Lakouanga, des logements des coopérateurs non loin de Relais SICA, du bâtiment de l'E.N.A.-E.N.A.M à Saïdou, du collège de SICA II rebaptisé lycée des Martyrs, de l'université de Bangui, des 2 hôpitaux et centres de santé, du siège de la C.E.M.A.C. à Benzvi, du bâtiment de la B.E.A.C. en lieu et place du cimetière des premiers colons tombés en Oubangui !

La ville est une somme de réalisations particulières (de rares Centrafricains, entrepreneurs dits self made men, qui se comptent sur les doigts d'une seule main) et principalement étrangères, ainsi que précisé ci dessus.

Le peuple des quartiers est abandonné à son triste sort. L'aménagement des infrastructures et son cadre de vie ne fait l'objet d'aucune attention, d'aucun investissement. Bangui ne possède aucun parc, aucun aménagement floral, aucune place agencée, agréable à vivre.

Les nombreuses réalisations de l'ère coloniale y compris une administration de qualité ont été sabordées lorsqu'elles n'ont pu être détournées au profit des nouveaux gouvernants. On ne dénombre hélas aucun projet de développement durable conçu et réalisé par les autorités locales sur le budget propre de la nation. L'Etat centrafricain ou plus exactement ses gouvernants des 42 dernières années ignorent tout lien entre investissement et développement.

⁶ Cf. les œuvres des musiciens tels que Dominique Eboma, Jean Magalé, Prosper Mayélé, de la poétesse Marie-Jeanne Caron



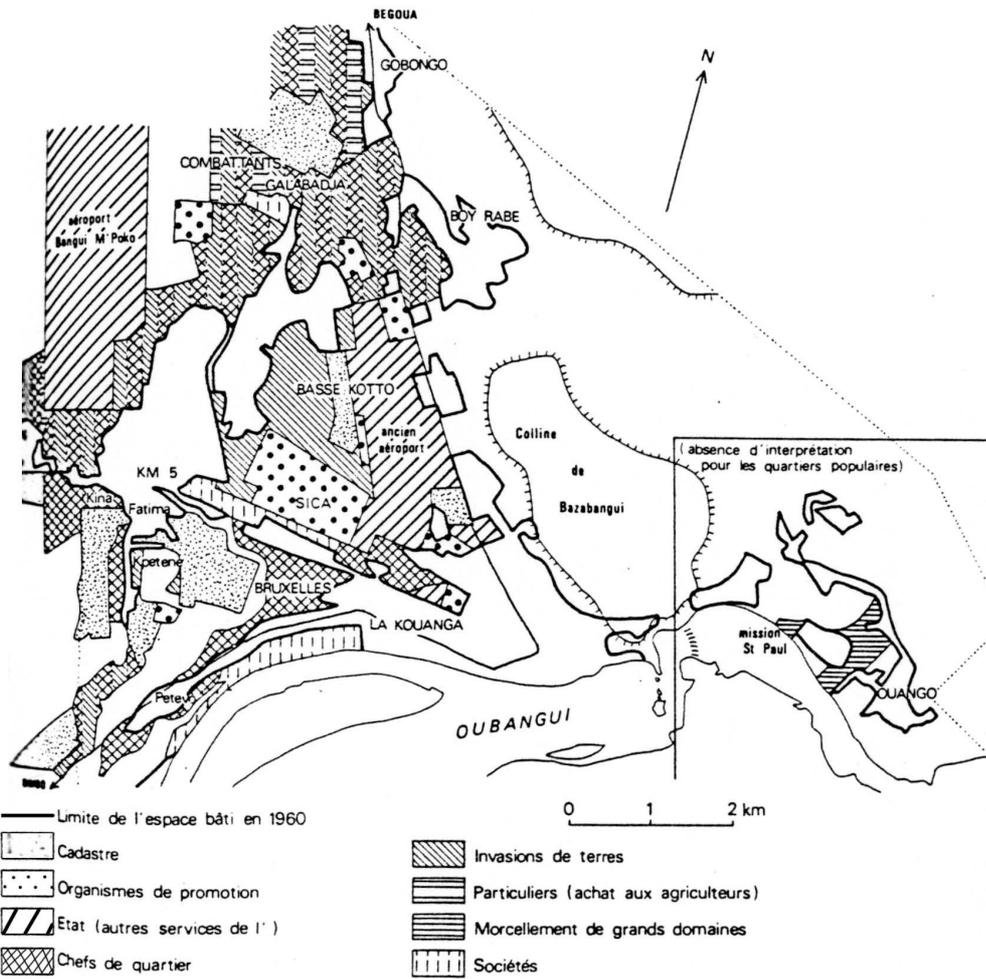
source : Citadins et quête du sol dans les villes d'Afrique Centrale, op. cité, p.119

Une lecture sommaire et rapide de la carte ci-dessus peut donner l'illusion d'une croissance importante de l'espace bâti de la ville de Bangui entre 1959 et 1972. En vérité il n'en est rien. En effet,

1°) Le bâti en Centrafrique n'a rien de comparable à ce qui se fait en Europe par exemple. Il s'agit ici et pour la plupart du temps, de constructions précaires, en semi-dur qui tiennent plus du bidonville que d'une architecture, d'un urbanisme maîtrisé.

2°) L'exode rural et l'explosion démographique qui s'en sont suivis à Bangui et la corrélative pression sur le sol ont conduit, plus qu'une volonté politique, à ce qui a pu paraître comme une expansion spectaculaire de la ville.

INITIATIVES DE CREATION DE SOL URBAIN: BANGUI 1960-1981



source : Citadins et quête du sol dans les villes d'Afrique Centrale, op. cité, p.239

Cette figure démontre de manière indiscutable que les initiatives de création de sol urbain à Bangui de 1960 à 1981 ont été essentiellement du fait des populations d'en bas, selon l'expression consacrée et des chefs de quartiers.



Bangui, artère centrale



Quartier populaire de Bangui

Les photographies ci-dessus, centre ville et quartier populaire de Bangui, tirées de la revue Architeca n°1 mai 1999, p.6, résumant à elles seules la décrépitude de la ville et le malheur des Centrafricains.

Le pays réel est complètement à genoux. Les produits de traite : caoutchouc, coton qui assuraient autrefois l'essentiel des rentrées de devises ont peu à peu été délaissés par un paysannat misérable, en bute tout autant avec leurs propres coreligionnaires ou munzu vuko⁷, parvenus au sommet du pouvoir de l'Etat qu'avec le colonisateur d'antan. Les immenses plantations de café des colons tombées aux mains des caciques du pouvoir après le repliement forcé des propriétaires sont parties avec la fumée des incendies plus ou moins involontaires ou conquises par la nature sauvage exubérante, faute d'entretien. Les mines d'or et de diamant ont failli suivre le même sort si ce ne fut la perspicacité des anciens ouvriers reconvertis à leurs comptes, des ruraux et des paysans soutenus dans leur nouvelle quête par des artisans astucieux, des intermédiaires non moins perspicaces et des trafiquants redoutables.

Le bilan de la promotion immobilière depuis l'indépendance du pays en 1960 est affligeant.

Période d'observation	Lieu	Promoteur	Pales réalisations	Nombre de logements	
				par an	total
1960-1963	Bangui	S.I.C.A.	SICA I, II, III	90	370
1960-1963	Autres	Autres	Autres	06	022
1963-1981	Bangui	S.N.H.	Maisons Sowéto	25	460
1963-1981	Autres	Autres	Autres	00	000

Source : Citadins et quête de sol dans les villes d'Afrique centrale, op. cité, p. 308

⁷ Munzu vuko, traduit littéralement = blanc à la peau noire, est le sobriquet dont les Ngbandis ont affublé les miliciens et les supplétifs Noirs au service des colons dans les années 1910. Les munzu-vukos étaient aussi brutaux et arrogants à l'égard des populations autochtones que les colons en quête de caoutchouc, de l'or ou du diamant.

Ce sobriquet fit fortune dans la bouche de Barthélemy BOGANDA dans ses campagnes pour le respect des droits de l'homme et la dignité des Noirs en Afrique Equatoriale Française.

Albert LONDRES, Barthélemy BOGANDA pour ne citer que ces deux là s'en retournent sûrement dans leur tombe. Les abus qu'ils dénoncèrent naguère sont encore en vigueur de nos jours,

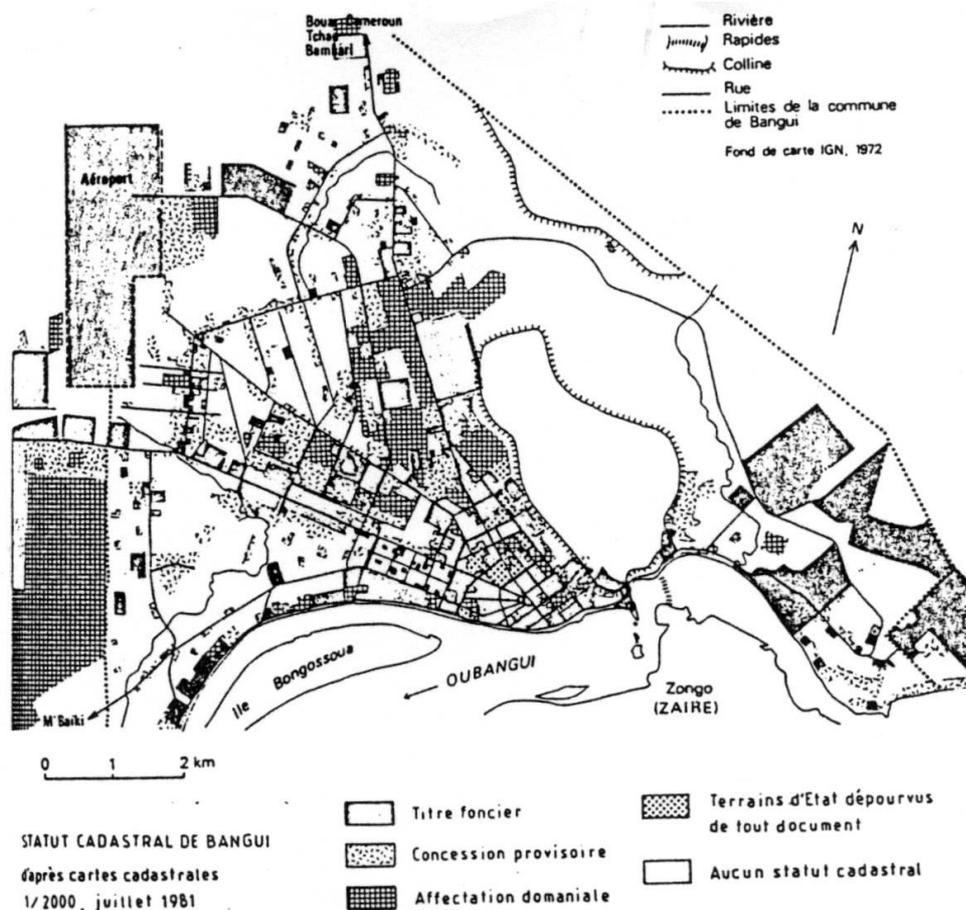
«Service – service ! Vociférait le tirailleur.

Dès que le Noir représente l'autorité, il est féroce pour ses frères. Il frappe, saccage leur case, mange leur mil, ingurgite leur bangui, exige leurs filles. La chéchia a de belles vertus sur les bords du Niger !» ... y compris sur les bords du Chari et de l'Oubangui. Cf. une série d'articles sur « Quatre mois parmi nos Noirs d'Afrique » d'Albert Londres, parus dans Le petit parisien entre le 12 octobre et le 11 novembre 1928, repris par l'auteur sous le titre Terre d'ébène puis La traite des Noirs, collection 10/18, Paris 1984, p. 246

Les « Sowéto » ou maisons en plastique importées d'Afrique du sud en 1979–1980 au moment le plus fort de l'apartheid n'ont pas soulevé de protestation ou la moindre indignation d'une élite empêtrée dans ses contradictions et plus préoccupée par sa part de gâteau (kobè ti yanga) que par une conscience politique.

Le programme des Sowéto n'a pas été entièrement réalisé. Une bonne partie des fonds empruntés à l'Afrique du sud fut tout simplement détournée par les gouvernants.

Sur 502 maisons prévues au départ, des éléments préfabriqués pour édifier 392 « sowéto » sont parvenues à Bangui. En fin de compte 291 ont été montées soit une perte de 42 % !



Relevé cadastral de la ville de Bangui, source : Citadins et quête de sol dans les villes d'Afrique centrale, op. cité, p.193

La seule croissance au bénéfice de Bangui fut l'explosion démographique de la population de 1946 à 1995

Années	superficie en ha	population estimée	densité pop. par ha	Extension (ha) (pop/ha)	an	Moyenne
1946	784	26.000	33			
1959	1.384	80.000	58	46		90
1972	2.297	254.000	111	70		214
1985	3.200	480.000	150	69		250
1998	3.600	410.000	113	31		175

Source : Citadins et quête du sol dans les villes d'Afrique Centrale, op. cité, p.119, complétée par nous.

Un premier reflux de la population intervint brutalement en 1996 – 1997 à la suite des 2 mutineries de l'armée centrafricaine qui ne supportait plus, ainsi que les fonctionnaires et les étudiants, des arriérés de salaire, de pension, de bourse et des conditions de travail difficiles alors que les dignitaires du pouvoir n'en finissaient pas de fêter leur victoire aux élections présidentielles de 1993. Si l'armée française sous la houlette de Jacques Chirac n'eût renoué avec ses pires traditions coloniales, s'en était fini du régime de Patassé.

Patassé en a conservé une rancune farouche. Depuis, il n'a jamais été aussi fort que dans la division ethnique, le népotisme au plan intérieur et la recherche des appuis militaires extérieurs pour contenir la révolte du peuple centrafricain et écraser toute velléité de démocratie et de bonne gouvernance. Il puise régulièrement dans les pierres précieuses notamment le diamant, pour s'assurer les bonnes grâces des dirigeants des pays étrangers et des organisations internationales qui comptent pour la RCA. En fidèle serviteur de Jean-Bedel Bokassa, cet autre dictateur qui tint la RCA sous ses griffes de 1966 à 1979, il s'est

employé, dès la sortie des mutineries militaires de 1996–1997, à créer et à entretenir une milice armée, composée des éléments de sa tribu, des machines à tuer totalement dévouées à sa cause.

De crises militaires en crises économiques, sociales le pays était au bord de l'implosion au début de l'année 2001 lorsqu'un coup d'état dont on n'a pas fini de découvrir les vrais auteurs et ramifications, éclata le 28 mai. « Une occasion rêvée et préparée de longue date par le président Patassé, sa milice et les siens pour enfin donner la chasse aux Yakomas, aux Oubanguiens et assimilés, de régler leurs comptes à tous les gens qui les empêchaient de piller tranquillement l'Etat et de gouverner en rond ». Le bilan est effroyable : des milliers de morts, 80.000 personnes se sont enfuies de Bangui, ont investi la brousse, la forêt afin d'échapper à leurs poursuivants armés de coutelas, de kalachnikov. Beaucoup sont morts épuisés de famine, de malaria, de maladies infectieuses, de morsure de serpents, de noyade pour ceux qui tentèrent de s'enfuir par le fleuve. Les miliciens ont décimé des centaines de pirogues chargées de femmes d'enfants et d'hommes en fuite.

Patassé n'a pas hésité un seul instant à recourir une nouvelle fois aux légions étrangères constituées des chiens de garde du colonel Kadhafi de Libye et de Jean-Pierre Bemba, rebelle du Congo-Kinshasa, pour déloger par les armes de Bangui en novembre 2001 et octobre 2002, ses partisans : « soldats et miliciens du Nord » qui lui prêtèrent main forte dans sa haine contre les populations du Sud ou Oubanguiens, en mai et juin 2001.

Le peuple centrafricain est plus traumatisé que jamais. La colère gronde des quatre coins du pays. Le dénouement ne saurait tarder si colère et révolte étaient canalisées dans un mouvement de libération véritable.

Bangui⁸, ville souillée par les barbares, ville martyrisée ne peut en tout état de cause espérer renaître de ses cendres d'autant qu'elle porte en elle d'innombrables facteurs défavorables à un développement harmonieux.

La carte suivante, tirée du livre de Piermay, déjà cité, page 253, détaille les facteurs les plus répulsifs.

⁸ Je ne puis passer sous silence la description que l'écrivain Vassilis Alexakis a faite en 2002 de Bangui. Dans son dernier roman, « Les mots étrangers » aux éditions Stock, Paris, il a dressé sans le vouloir, un bilan implacable de ces présidents - rois fainéants qui continuent de régner sans partage sur la République Centrafricaine depuis l'indépendance nominale de ce pays en 1960.

p.195 « ... J'ai remarqué un bâtiment très quelconque, à deux étages, en béton. Cent mètres plus loin, Yves a éteint le moteur du véhicule et m'a invité à descendre.

- Nous sommes au centre ville, m'a-t-il annoncé avec une certaine emphase comme pour enlever un doute de mon esprit.

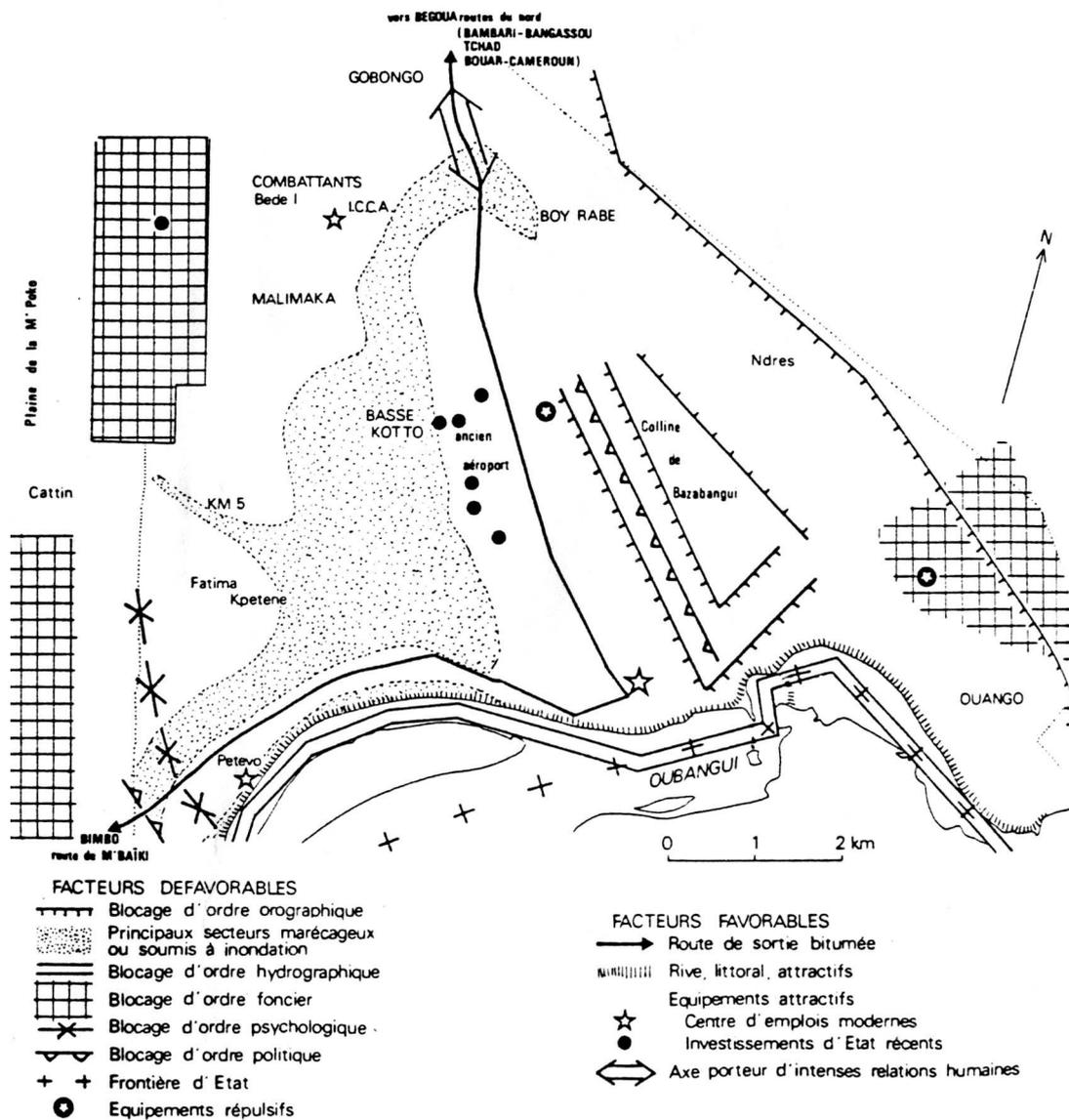
En dehors de l'immeuble que j'avais repéré, aucune autre construction n'émergeait de la foule qui nous entourait, nous pressait, nous empêchait d'avancer. Où donc logeaient tous ces gens ?

p.196 ... Bangui est pourtant une grande ville. Elle s'étend sur douze kilomètres et compte un demi-million d'habitants. Mais elle n'est pas bâtie en hauteur. Elle forme un labyrinthe de petites cases. Malgré ses cent ans, elle a toujours la taille d'un enfant. C'est un enfant perdu dans la foule.

p.205 On ne songe pas habituellement, quand on dispose de quatre pieux d'un mètre et demi à deux mètres de long, de quelques planches et carton d'emballage, qu'on possède une maison. On en a une pourtant. Le long des rues de Bangui, bien des familles, des milliers de familles sans doute, habitent dans des abris aussi sommaires. Un tissu ou une bâche leur tient lieu de façade. Ce sont des maisons où l'on ne peut que faire de petits rêves. Elles ne servent que de dortoirs. Leurs occupants vivent en fait à l'extérieur. Ils se lavent dans la rue, font la cuisine dans la rue, mangent dans la rue. La rue est une espèce de cour intérieure...

p. 206... Derrière des cases de fortune qui ressemblent étrangement à la bicoque de Caragouzis, le héros affamé et rusé du théâtre grec, et qui me rappellent l'indigence dont la Grèce a souffert jusqu'aux années 1950, il existe des habitations plus solides, en terre sèche, en briques ou en ciment. Les plus cossues sont coiffées de tôle ondulée. C'est dire qu'elles ne donnent pas l'impression de richesse. Elles ont cependant des barreaux aux fenêtres et sont surveillées par des gardiens. Tous les murs d'enceinte sont piqués de tesson qui perpétuent le souvenir de la colonisation française : ce sont des débris de bouteilles de bordeaux ou de bourgogne. Il faut être bien démuné pour songer à escalader ces murs et à dévaliser ces maisons. Bangui se méfie énormément de ses habitants. C'est une ville où la misère convoite la pauvreté ».

PRINCIPAUX FACTEURS DE LA CROISSANCE URBAINE: BANGUI 1981



En résumé, les handicaps sont indubitables :

- Au Nord-est, la colline de Gbazanbangui coupe la ville de Bangui en 2. Son classement en site militaire accentue sa répulsion d'autant plus que les constructions coloniales : la route de la corniche, le zoo, les points d'attractions touristiques se sont écroulés faute d'entretien.

- Au Sud et Sud-ouest, la zone allant de Bimbo à Mamadou-Mbaïki, en passant par Malimaka, Benzvi, Lakouanga et Pétévo, soit plus du tiers de la ville est marécageuse. Elle subit assez souvent des inondations, des drames humains. Les moustiques y trouvent des conditions idéales de prolifération.

La zone n'a pas connu de travaux d'assainissement ni de campagne d'insecticide depuis l'indépendance en 1960. Les populations vivent dans des conditions d'hygiène effroyables. Il en est ainsi également des quartiers dits Boy-Rabe, Kilomètre12, Kilomètre22, Galagbazia et Ouango.

Le sous-sol de Bangui est parsemé de cavités. Le lac des Sorciers, les plans d'eau et autres mares aux grenouilles géantes et aux crocodiles des environs de la ville, attractions touristiques du temps où la capitale centrafricaine et le pays étaient encore fréquentables, ne sont en fait que la conséquence des effondrements karstiques. « Des affaissements sont provoqués notamment par le passage d'engins lourds de terrassement, au cours de la construction des pistes d'aviation [de Bangui-Mpoko], de Bobangui, du ranch de la Mbali. L'un d'eux s'est même produit naturellement en pleine ville de Bangui » (1), entre les « 36 villas » et les services de la main d'œuvre en 1977.

« A la construction de l'usine UCATEX, des chutes directes d'outils ont témoigné des cavités importantes. A Fatima, les forages recoupèrent de nombreuses cavités dont une supérieure à 25 mètres, indiquant une karstification importante »⁹.

Les périodes de fortes et longues sécheresses font courir des risques non négligeables à la ville. La résorption de la nappe phréatique accentue les risques d'affaissement de terrain.

A noter que le déboisement sauvage de Gbazabangui constitue un autre danger. Les Banguissois courent non seulement le risque de voir la terre se dérober sous leurs pieds mais de subir des éboulements d'une montagne pelée par des coupes d'arbres et des débroussailllements sauvages, à la barbe du président Patassé dont la résidence est toute proche.

La figure de la page ci-après, extraite de l'ouvrage d'Yves Boulvert, directeur de recherche à l'ORSTOM, retrace la morphologie de la région de Bangui. Une morphologie déprimée, marécageuse qui porte notamment les dépressions karstiques ovoïdes.

⁹ Yves Boulvert, Notice explicative, carte géomorphologique de la République Centrafricaine à 1/1000 000, ORSTOM Bangui, février 1990, tome 1, p 104 à 109 et p 112



- | | | | |
|--|---|--|---|
| | témoins cuirassés de la surface centrafricaine (600-650m) | | avec escarpement |
| | témoins cuirassés du piémont oubanguien (350-400m) | | avec corniche |
| | versants légèrement convexes du piémont oubanguien | | colline rocheuse quartzitique et relief intermédiaire |
| | dépression karstique | | bas fond alluvial |
| | | | alluvions récentes |
| | direction de fracturation | | limite du piémont et du secteur des collines |

Morphologie de la région de Bangui : Source : Notice explicative, carte morphologique de la République Centrafricaine à 1/1000 000, ORSTOM, Bangui, février 1990, tome 1, op. cité, p 105

- A l'Ouest, l'aéroport Bangui-Mpoko implanté en 1967 par les intérêts français à l'orée des quartiers populaires, en dépit de toute prévision et de bon sens, est aujourd'hui pratiquement circonscrit. Clin d'œil ou comble d'ironie ? Le quartier construit en bout de piste de l'aéroport se nomme Boeing ! Deux accidents d'avion au décollage et à l'atterrissage ont causé de nombreuses victimes, passées sous silence en pure perte par l'Etat.

- Sur le plan de stratégie militaire et c'est le handicap irréductible, chacun sait que la capitale centrafricaine est très mal située. Bangui fait face à Zongo, territoire congolais. Nous connaissons tous les pérégrinations politiques du président Patassé qui n'a de cesse, depuis son entrée en politique de jouer l'unique partition qui lui accorda de rôle exclusif.

Il est capable de s'allier avec le diable pour le pouvoir. On l'a vu dans les alliances de circonstances nouées au cours des neuf dernières années.

Le pays n'est pas assuré que ses trahisons successives ne dégénèrent jamais en confrontations armées avec un pays voisin. Ses gesticulations tantôt à la frontière avec le Cameroun, tantôt à la frontière avec le Tchad, tantôt à la frontière avec le Soudan pour détourner l'attention sur ses déboires internes révèlent l'instabilité de ce président pour le moins atypique. Si par malheur ses dérapages devaient dégénérer en conflit armé avec par exemple la République Démocratique du Congo, Bangui et sa population en payeraient un très lourd tribut. Des obus et mortiers tirés depuis les hauteurs du village Zongo, situé de l'autre côté du fleuve Oubangui formant la frontière avec ce pays, pourraient anéantir la capitale centrafricaine en quelques minutes.

En plus de ces facteurs physiques défavorables il convient d'ajouter un autre plus grave : la corruption qui a profondément gangrené les rouages de l'Etat et détourné l'essentiel des fruits de dur labeur de tout un peuple. Les tentacules de la pieuvre ont totalement enserré les rouages de l'Etat et la ville de Bangui. Rompre avec la corruption implique, au-delà d'actions spectaculaires et symboliques, la détermination politique la plus forte, une gestion transparente toujours dans l'intérêt supérieur de la nation, une égale attention aux quatre coins cardinaux du pays, une éducation citoyenne.

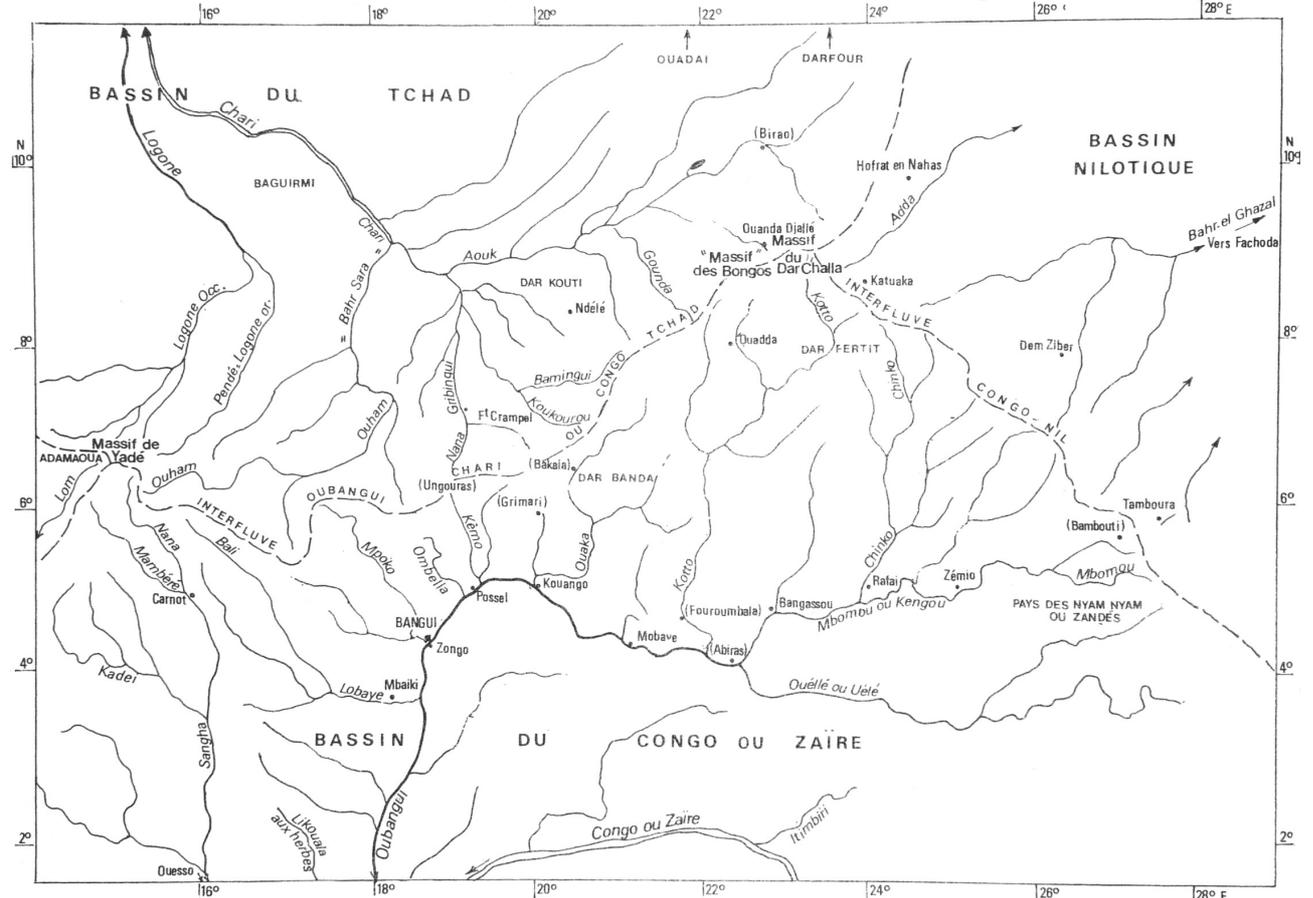


Patassé n'est pas éternel. Sa chute est inéluctable, l'échéance tient plus de la détermination d'une élite éclairée, prête au combat, dans l'union véritable et en symbiose avec les populations, que de toute autre cause ou raison. L'autre question qui fait problème est la nature de la relève. On en est préoccupé à juste titre car en dehors de Barthélemy BOGANDA et de ses intrépides compagnons décimés par une mort violente, la RCA est dirigée depuis 1960 par ce que mère TABOUTOU qualifiait « de sous hommes indignes de porter le noble nom d'homme en raison de l'idée qu'ils se font de la RCA et de leur pratique sociale ». A son avis, le pays avait suffisamment souffert de la colonisation et le peuple de la négation de ses droits, pour que les nouvelles élites ne se conduisent jamais en vils mercenaires.

Aussi, il devrait être acquis que les compatriotes qui aspirent à quelque poste de responsabilité que se soit dans notre pays, doivent avoir fait non seulement la preuve de leurs capacités professionnelles dans les domaines qui sont les leurs mais de leurs pratiques sociales, de leur volonté de rompre avec le passé douloureux ; qu'ils aient été mêlés, même de loin en tant que fils, filles et parents de « tous ceux qui ont contribué, même au niveau de l'administration, à ruiner la RCA depuis l'indépendance ».

Un acte fort, un acte de grande portée politique : annoncer, prendre l'engagement dès à présent de transférer la capitale de la RCA en un autre lieu, dans les 6 ans à compter de la date de liquidation du régime de Patassé, le plus grand mal que le pays ait jamais connu. Les gens manquant de vision, de courage et tous ceux qui n'ont jamais vécu qu'aux dépens des autres, en particulier de l'Etat, des subsides de l'étranger et des organisations internationales trouveront l'entreprise pharaonique, comme si les premiers pharaons, bâtisseurs d'empire n'étaient point des hommes et des Noirs, comme si la création, la production de la richesse était totalement et définitivement inaccessible à nous autres Centrafricains.

La RCA dispose pourtant d'énormes potentialités à commencer par la terre, l'eau¹⁰ et le soleil. Viennent ensuite des ressources agricoles, pastorales, cynégétiques, hydrauliques et enfin, minières. Il ne tient qu'à nous de les transformer en richesses, au profit de tous les Centrafricains, pour la grandeur de notre pays.



Source : Milieux et paysages, C. BLANC-PAMART, Y. BOULVERT etc. éd. MASSON, Paris, 1986, p.89

A ceux dont la tâche pourrait paraître insurmontable en raison du coût des investissements, la première série de réponse à livrer de suite est que :

- l'argent est une création humaine. L'argent fuit les inactifs, les imbéciles et tous ceux qui attendent que tout leur tombe du ciel.
- certains de nos aïeux ont su frapper monnaie : nguénza, procéder à des échanges commerciaux dans un espace géographique plus peuplé que la RCA. Lorsque les Centrafricains se seront mis résolument au travail, lorsqu'une gestion rigoureuse et démocratique de l'Etat aura été instituée, appliquée sans faiblesse et lorsque l'Etat aura inspiré confiance, l'argent (y compris les devises étrangères) se portera à leurs guichets.
- nos ascendants ont su bâtir des cités en utilisant la main d'œuvre nombreuse, disponible, toujours généreuse. A nous de savoir renouer avec le passé glorieux tout en puisant dans les techniques de notre temps et du monde en mouvement.

Mais avant de suggérer toute localisation de nouvelle capitale pour la RCA, essayons de définir les critères objectifs qui concourent à la fondation d'une ville agréable, belle et bonne à vivre.

¹⁰ Le XXI^{ème} siècle sera probablement celui de l'eau. Les pays en manque de fleuves et de rivières et les peuples sans eau sont condamnés. A moins que les autres, dans leur grande sagesse et magnanimité, acceptent de partager le précieux liquide. Les Centrafricains ont-ils conscience d'avoir été particulièrement bien pourvus dans ce domaine ?

3.6 Sites et facteurs favorables pour la création d'une ville agréable à vivre

Une grande rivière ou mieux encore un fleuve étale majestueux, ses flots et éclats dans la plaine surmontée de superbes vallées, elles-mêmes ponctuées de collines et montagnes qui s'observent au loin, de pic en pic et ou se répondent en écho. De tels sites ont été courus de tout temps par des bâtisseurs en raison de leurs caractéristiques hospitalières et stratégiques.

Les belles et grandes villes historiques du monde qui nous enchantent ont été érigées sur de tels sites : Paris, Budapest, Moscou, Madrid, Prague, Rome, pour ne citer que celles-là. Des sites similaires jalonnent la République Centrafricaine, de Baboua à Obo et de Mbaïki à Birao. La diversité de la nature et du paysage centrafricain est éblouissante.

Le triangle Mbrés - Bria - Bambari est de toute beauté. Tout y est :

- une des plus belles densités humaines du pays,
- la terre et l'eau à foison,
- une agriculture et un élevage qui ne demandent qu'à s'intensifier pour faire prospérer les hommes,
- des gisements et matériaux nécessaires pour des constructions durables et de qualité.

De surcroît ce fameux triangle (Mbrés-Bria-Bambari) se situe au centre de la République Centrafricaine. Il est tout indiqué pour recevoir une ville centrale. Y implanter la capitale serait une avancée déterminante pour le pays tout entier.

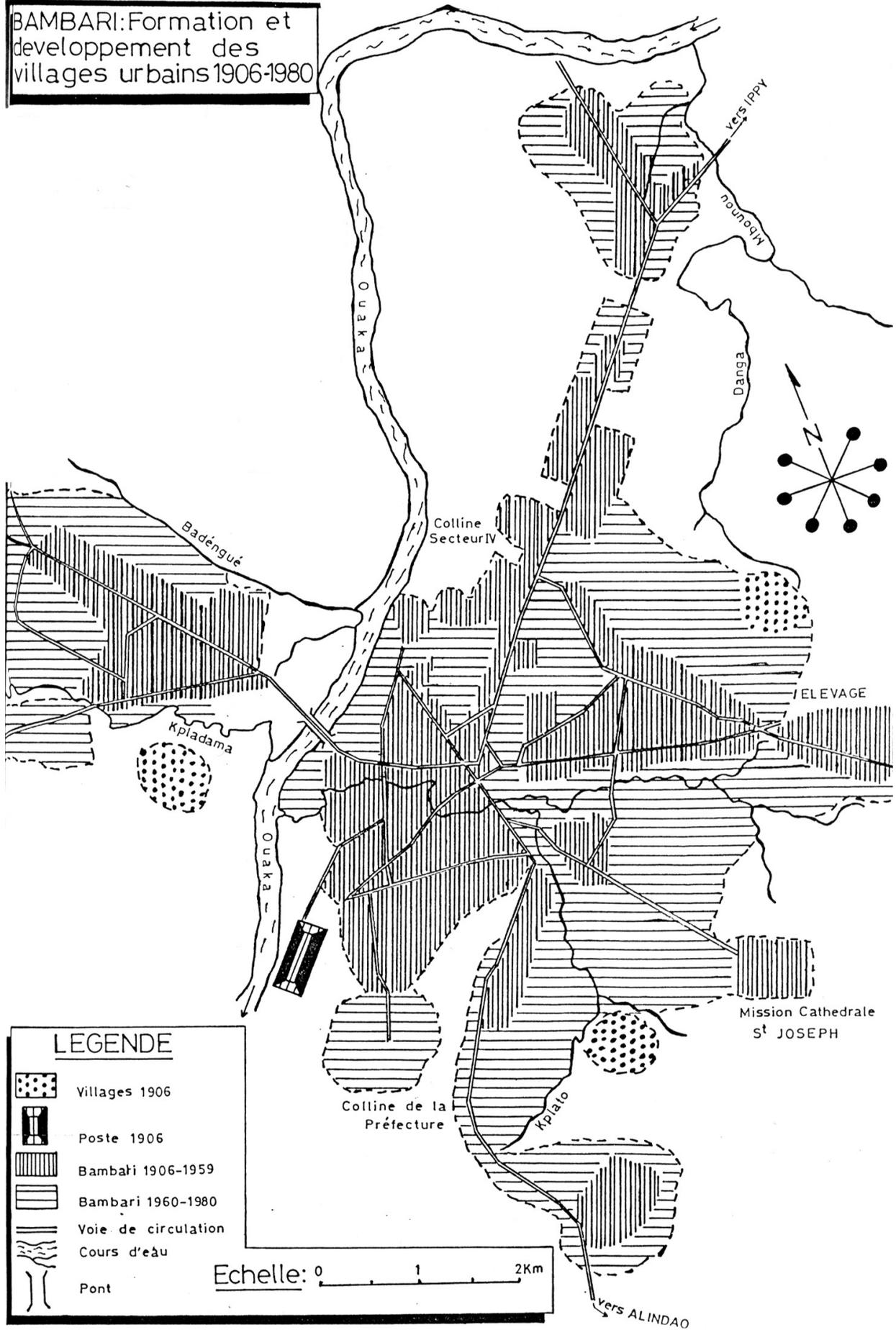
4 BAMBARI : capitale de la RCA

Bambari est le haut lieu de tous les carrefours du pays centrafricain, de l'Est à l'Ouest et du Nord au Sud. Situé à équidistance de Bouar, dernière ville de l'extrême Ouest, à la frontière avec le Cameroun et d'Obo, ville de l'extrême Est, à la frontière avec le Soudan, Bambari occupe sur le plan géographique et économique une place de premier plan.

Avant de tracer, à grands traits ce qui peut être une vision d'avenir, voici, tout aussi brièvement tracé, des aperçus historiques, démographiques et économiques de la ville de Bambari.

A ce stade d'étude, j'observe d'ores et déjà que la RCA ne manque pas d'intellectuels et de techniciens talentueux. Si quelques-uns, je pense notamment aux urbanistes, architectes, ingénieurs, géomètres, économistes, artistes, sociologues, voulaient bien travailler ensemble et plus en détail ce sujet, les résultats seraient autrement pertinents. Je ne doute pas que le peuple ainsi pleinement éclairé, fasse sien ce projet.

BAMBARI: Formation et développement des villages urbains 1906-1980

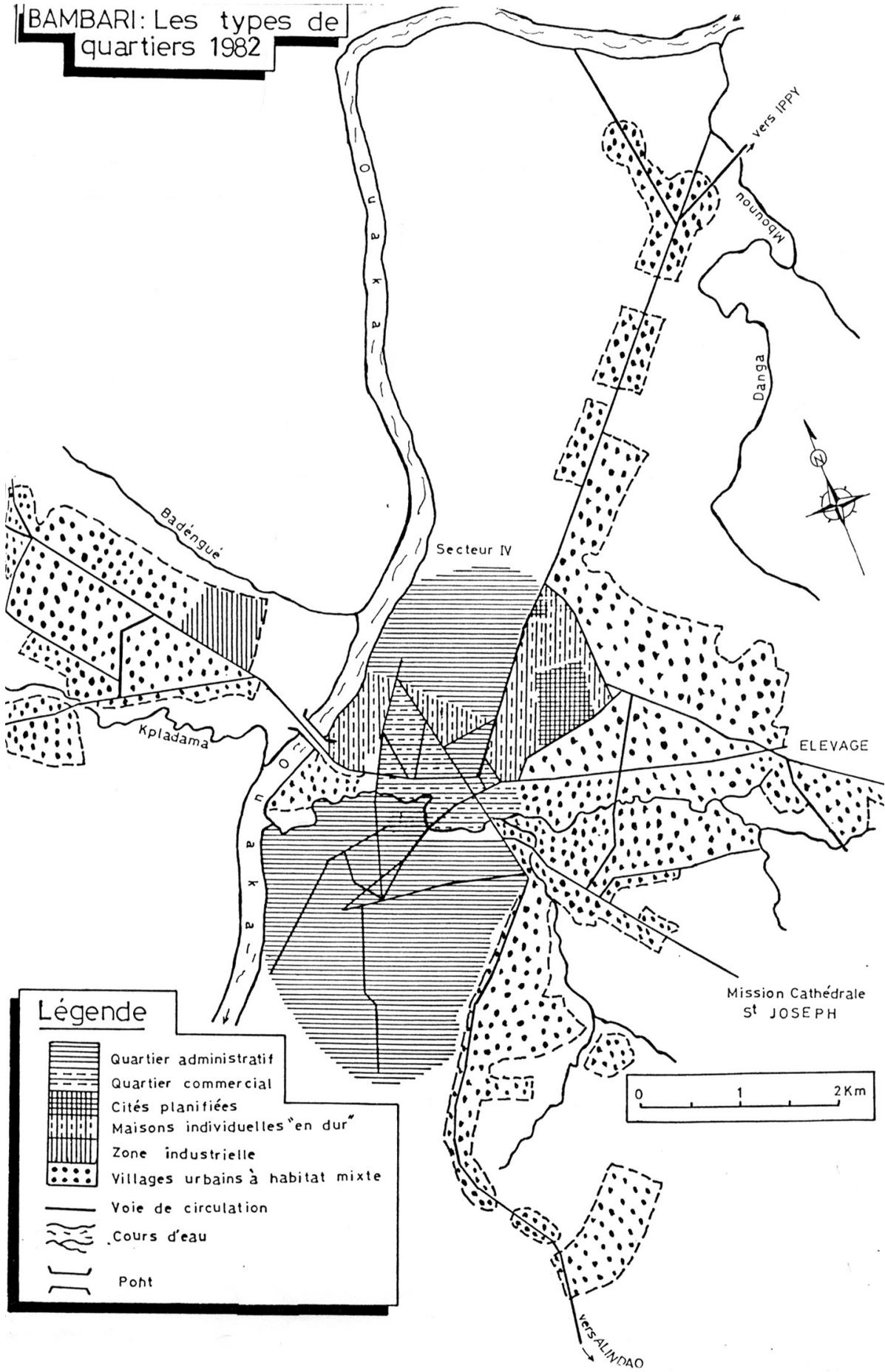


LEGENDE

-  Villages 1906
-  Poste 1906
-  Bambari 1906-1959
-  Bambari 1960-1980
-  Voie de circulation
-  Cours d'eau
-  Pont

Echelle: 0 1 2Km

BAMBARI: Les types de quartiers 1982



4.1 Bambari, bref aperçu historique, humaine et géographique

Implanté aux bords de la Ouaka en 1906 par un détachement militaire colonial dirigé par Seguin, lui-même envoyé par Henri Buchon, administrateur adjoint du Territoire du Haut Oubangui¹¹. Le poste de Bambari fut érigé en chef lieu de la circonscription militaire six ans plus tard en 1912.

Bambari prit véritablement son essor à la fin de la deuxième guerre mondiale en 1945. Il connaît depuis un développement remarquable jusqu'à la crise économique et politique de 1989. Certes nous disposons moins de données sur cette ville et la littérature est moins prolixe que sur Bangui mais les informations accessibles ne sont pas moins intéressantes.

- superficie/population

Années	superficie en ha	population estimée	densité pop. par ha	Extension (pop/ha)	an	Moyenne (ha)
1940	-	6.000				
1945	-	9.363				
1959	800	19.382	24			
1971	1200	29.008	24	33		24
1980	2000	41.986	21	89		16

Source : Placide BALENGONDI, Analyse d'un cas de ville en doublement de population depuis l'indépendance : 1960-1980, Bambari en République Centrafricaine. Thèse de doctorat de 3^{ème} cycle de géographie, Rouen, 1983, p 17 à 22

Centre multi ethnique contrairement aux autres villes de province, qui sont mono ethniques, Bambari se flatte de son microcosme melting pot. C'est en effet, après Bangui, la ville à avoir compté 28 ethnies au recensement de 1959 effectué par les services français de l'INSEE. Cette particularité ne s'est pas démentie après l'indépendance de la RCA.

Les Bandas, ressortissants de la région de la Ouaka sont certes plus nombreux : 87% de la population de la ville 1959. Mais cette proportion est tombée à 72% au recensement de 1982, signe caractéristique s'il en est, d'une ville ouverte qui se développe sans accros.

- recensements 1959-1982, évolution de la population par ethnie

Ethnies	Recensement 1959 en %	Recensement 1982 en %	Evolution + - en %
Banda	87,03	71,84	- 15,19
Mandja	3,60	3,90	+ 8,33
Yakoma	2,03	3,28	+ 1,15
Banziri	0,81	1,79	+ 0,98
Zandé	0,71	2,11	+ 1,40
Nzakara	0,67	1,48	+ 0,81
Gbaya	0,41	1,23	+ 300,00
Ngbaka	0,14	0,08	+ 0,06
Autres ethnies	0,76	9,63	+ 126,71
Etrangers	3,84	4,06	+ 19,68
Total	100,00	100,00	

Source : Analyse d'un cas de ville en doublement de population depuis l'indépendance : 1960-1980, Bambari en République Centrafricaine. Thèse de doctorat de 3^{ème} cycle de géographie, op. cité, p. 28 à 30 et notes de J Bouvier

Une approche plus fine de la population fournit des informations intéressantes. Ainsi, en 1975, sur 28.645 résidents recensés à Bambari, 14.196 étaient nés ailleurs soit 49,55 % contre 50,45 natifs de la ville.

¹¹ A BIRAS, érigé capitale du Haut Oubangui par décret du gouvernement français en date du 13 juillet 1894, se situait non loin de Bémâ, en face de la localité de Yakoma occupée par les Belges de l'autre côté du fleuve Oubangui.

Bambari est en effet à l'image du pays : jeune. Outre une importante population scolaire (11.557 élèves en 1980/1981, ce qui situe Bambari au 4^{ème} rang des villes du pays sur ce point), la proportion des jeunes de moins de 20 ans : 55,20 % de la population urbaine en 1975 est toute aussi importante. La ville a su faire la place à tous même si elle n'a jamais eu les moyens d'offrir à cette jeunesse un avenir.

L'enquête réalisée en 1982 par Placide BALENGONDI pour sa thèse de géographie déjà citée est assez significative. Sur 139 élèves âgés de 11 ans à 18 ans fréquentant les établissements scolaires primaires et secondaires de Bambari sur lesquels il s'est penché :

Classes	Nés à Bambari effectifs	Nés ailleurs effectifs	Total
Cours moyens	23	68	91
Classe de 3ème	17	41	58
Classe terminale	88	32	40
Total	48	141	189
En %	25,40 %	74,60 %	100,0 %

Source : Thèse de doctorat de 3^{ème} cycle op. citée, p 35

La ville draine un bassin de population importante, en provenance de la région et bien au-delà.

Par ailleurs, Bambari a toujours accueilli des étrangers. Parmi ceux-ci, outre les Européens, les Africains, on compte un grand nombre d'Africains aussi bien des pays limitrophes : Tchad, Cameroun, Congo, Zaïre, Soudan, que l'Afrique de l'ouest : Nigeria, Sénégal, Mali. Une petite communauté d'Africains du Nord : Algériens, Libyens y résida dès les années 1950.

A Bambari comme partout ailleurs sur toute l'étendue du territoire de la RCA, la langue Sango symbole de l'unité nationale, est parlée par toutes les communautés, de la tribu majoritaire ici Banda, à la plus minoritaire en terme d'effectif.

L'administration coloniale française et les commerçants européens des années 40 et 50 ont pourvu cette ville des infrastructures de base qui en ont fait la 2^{ème} agglomération de l'Oubangui-Chari et de la République Centrafricaine. Contrairement à Bangui, les centres de décision et lieux de pouvoirs ne furent point concentrés en centre ville, à l'écart des populations autochtones.

Ville bercée par la Ouaka, une grande et belle rivière qui n'a rien à envier à la Seine par exemple, et coiffée par quatre collines harmonieusement disposées: kaga¹² Broto à l'Est à la sortie vers Alindao, kaga Kidjigra à l'Ouest à la sortie vers Grimari et Kouango, kaga Secteur IV, suivi de Wangai vers le « petit marché » au Nord-est, à la sortie vers Yppi et Bria. Laméndré marque le périmètre urbain de Bambari au Sud.

Les centres administratifs et lieux de pouvoir ont été assez bien implantés dans les années 1940 – 1950.

- le secteur d'élevage et de recherche animale était implanté au Nord, kaga Iguandji,
- le secteur agricole et l'usinage de coton à l'Ouest, kaga Kidjigra par ailleurs siège de la seconde cathédrale catholique de la ville,
- l'enseignement secondaire et l'institut de formation des instituteurs et professeurs de collèges et lycées au Nord-ouest,
- le secteur commercial et des affaires en centre ville, l'archevêché étant à quelques cinq kilomètres de là avec la cathédrale Saint-Joseph,
- la chefferie de région la Ouaka (sous la colonisation française) devenue la préfecture, étant également installée à quatre kilomètres environ du centre ville, plus au Sud.
- les manufactures et entreprises de transformation de produits (égrenage, huilerie, savonnerie etc), au bord de la Ouaka, plus au Sud.

¹² Le terme kaga en Banda signifie : colline ou montagne

L'aérodrome est à 20 Km de la ville, non loin de l'Institut de recherche du coton et textile¹³.

Bambari offre en sa sortie Nord, vers Ippy et Bria et vers sa sortie Est, vers Bokolobo et Alindao, de superbes plateaux où des tendres prairies à l'image de la pampa d'Amérique du sud réservent le meilleur accueil aux troupeaux de bovins. Les populations de Peuls venues du Sahel, s'y sont fixées depuis des générations pour faire prospérer leurs cheptels.

Les gorges profondes dans lesquelles serpente par moment la Ouaka en amont de Bambari, sont toutes indiquées pour encren un bel et solide ouvrage en vue de produire l'électricité dont la ville a besoin au lieu du groupe électrogène obsolète actuel, en panne depuis des lustres, dont les nantis du centre ville sont mécontents à juste titre.

Mais on serait certainement mieux inspiré d'exploiter la richesse dont la nature a généreusement pourvu la RCA. En effet, à 200 Km de Bambari les chutes de la Kotto déversent chaque jour, des millions de mégawatts en pure perte sur des rochers et crevasses. L'exploitation de cette merveille de la nature aurait plusieurs avantages notamment :

- Eveiller tout le centre et l'Est centrafricain à la vie moderne,
- Susciter les implantations des manufactures et entreprises,
- Permettre la mise en valeur des potentialités agricoles, minières¹⁴ et touristiques dont regorge le centre¹⁵ de l'Afrique

Le plan d'urbanisme de Bambari conçu dans les années 50, à l'époque de la loi Defferre ou loi cadre pour le développement économique et social des territoires d'Outre-mer, fut en avance sur tout ce qui s'élaborait à l'époque dans la zone. Les quartiers populaires étaient sillonnés de routes, souvent bien droites, à l'américaine. Cinquante années plus tard on est toujours frappé à Bambari, par la rectitude des quartiers, une certaine propreté, héritage d'un passé d'ordre et de discipline. Ce plan actualisé en 1966 par JF Bouvier architecte, figure à la page ci-après, suivi de celui des réseaux d'eau et d'électricité élaboré en 1981.

¹³ L'IRCT de Bambari était « la plus importante station de l'Afrique Equatoriale Française. Etudes sur le coton, sisal, ramie et plantes à filasse. Etudes techniques et économiques de la mécanisation des cultures. Centre génétique et section d'entomologie et de phytopathologie » cf. R. Gauze, guide touristique et cynégétique de l'Oubangui-Chari, imprimerie Ozanne, Caen 1958, p. 190

¹⁴ L'amnésie semble être le mal profond des gouvernants et apparatchiks centrafricains à moins que le pillage des archives nationales dont l'opération barracuda révéla l'ampleur en septembre 1979, ne soit qu'une technique rodée de lavage de cerveau de tout un peuple pour mieux l'asservir.

L'or fut décelé dès 1912 au nord de Bambari. Aussitôt se constitua la société concessionnaire du Kuango français, puis vint le tour du CMOO, six ans plus tard en 1928 et une multitude d'autres. La plus grosse pépite d'or de l'Union Française fut découverte dans cette région avant la deuxième guerre mondiale. Ces sociétés se sabordèrent avant et/ou peu après la proclamation de l'indépendance de la RCA. Il faudra attendre les années Patassé pour qu'une escouade de trafiquants en tout genre investisse la région de la Ouaka pour exploiter de l'or, le diamant dans le Nord et, sous cape, l'uranium à l'Est du pays.

¹⁵ Je voudrais insister sur centre Afrique. Dans mon esprit, un investissement de la nature et importance de celui projeté ci-dessus, ne saurait s'effectuer sans lien avec l'Etat du Congo-Zaire voisin, situé à moins de 100 kilomètres des chutes de la Kotto par la route. Les régions Est de Centrafrique, Nord Congo ou/et l'Equateur sont directement concernées.

Voici un bel exemple de coopération régionale et inter étatique. A contrario, le barrage hydraulique construit sur l'Oubangui par le Maréchal Mobutu alors président du Zaïre, apparaît comme autant un gâchis économique qu'une atteinte grave à l'écosystème fragile de la région.

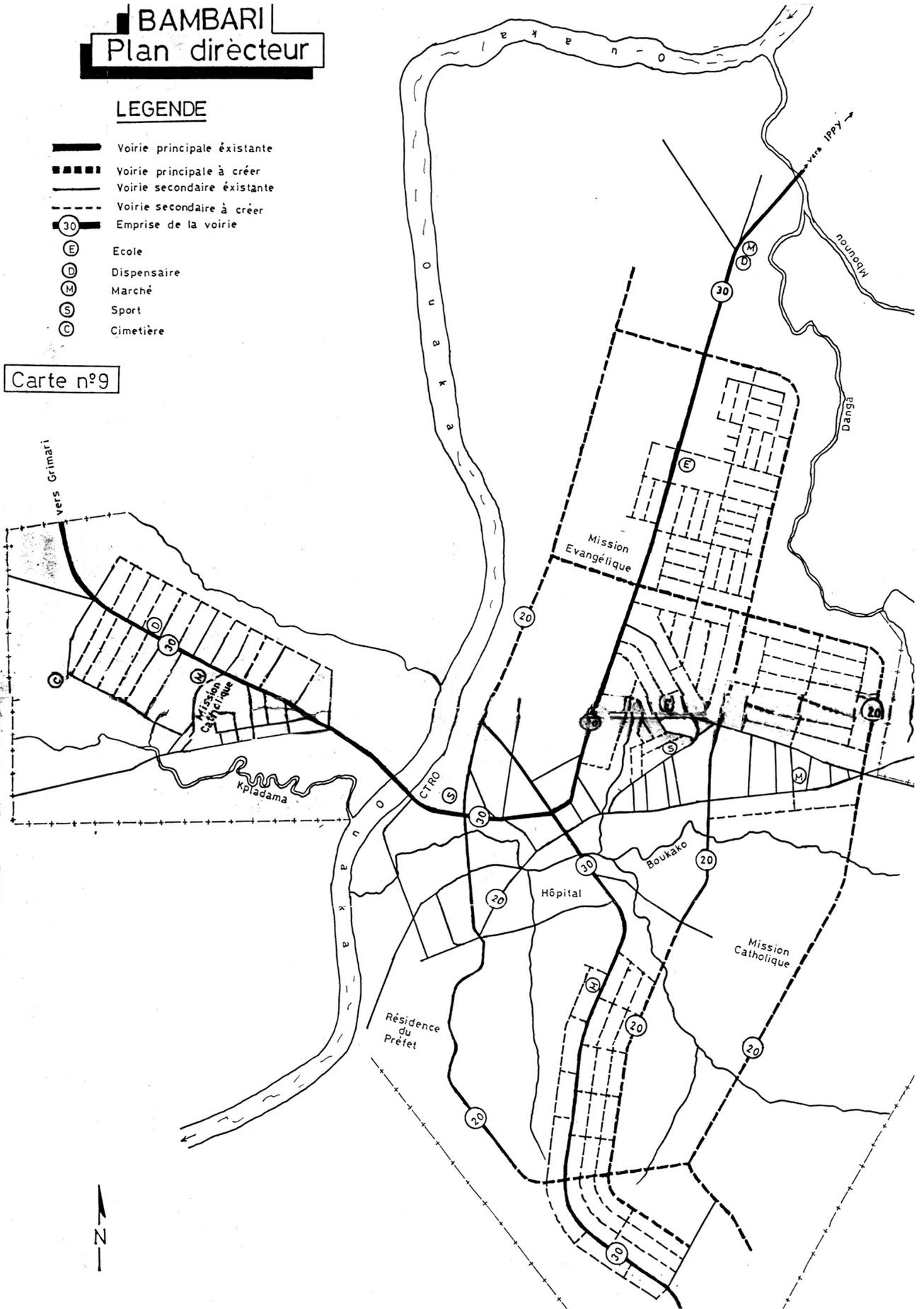
BAMBARI

Plan directeur

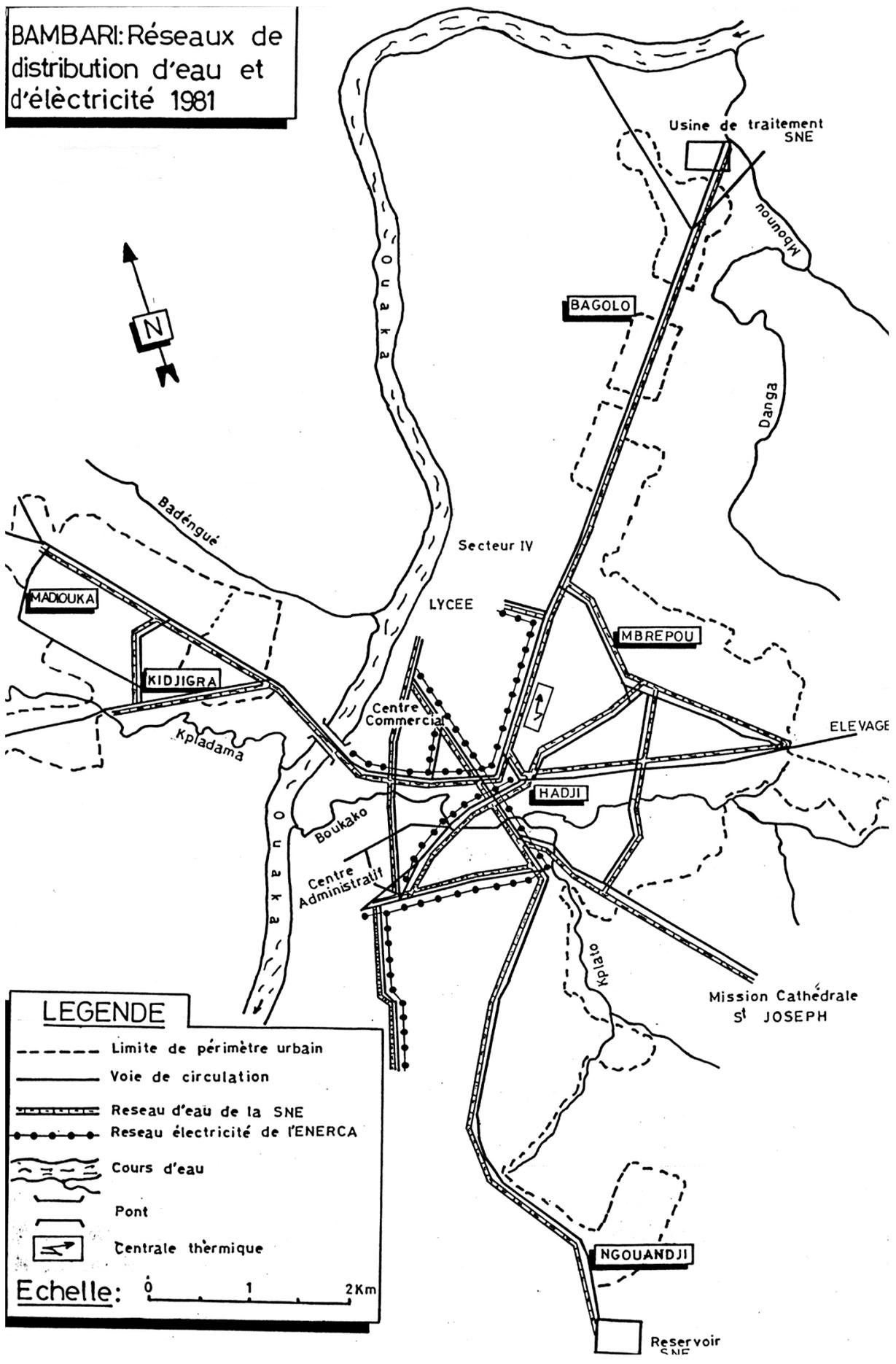
LEGENDE

-  Voirie principale existante
-  Voirie principale à créer
-  Voirie secondaire existante
-  Voirie secondaire à créer
-  Emprise de la voirie
-  Ecole
-  Dispensaire
-  Marché
-  Sport
-  Cimetière

Carte n°9



BAMBARI: Réseaux de distribution d'eau et d'électricité 1981



LEGENDE

- Limite de périmètre urbain
- Voie de circulation
- ==== Réseau d'eau de la SNE
- Réseau électricité de l'ENERCA
- ~~~~ Cours d'eau
- |— Pont
- ☐☐ Centrale thermique

Echelle: 0 1 2Km

Bambari est au cœur du réseau routier de la RCA. Cette ville au carrefour de toutes les transactions et importantes migrations centrafricaines fut longtemps desservie par voie fluviale. Des bateaux à vapeur français remontaient ou descendaient l'Oubangui jusqu'à Kouango et s'engageaient sur la Ouaka, à destination de Bambari distant de 120 Km environ de l'embouchure de ce qui était alors la voie royale.

Conclusion

Les investissements et potentialités rappelés ci-dessus peuvent être réactivés avec la meilleure volonté d'autant plus facilement que les populations y trouveront pour une fois, l'occasion de s'investir pour le compte de leur pays et pour leurs propres comptes.

A bien des égards, la ville de Bambari offre aujourd'hui plus d'attraits et d'opportunités que Nouakchott, oasis érigé en capitale d'un pays, la Mauritanie en 1960 ou même Ouagadougou, devenue capitale de la Haute-Volta (Burkina-Faso) à la même époque.

Encore une fois, tout est dans la volonté des hommes et des moyens qu'ils veulent bien se donner. L'attente du bon vouloir des bailleurs de fonds étrangers, de la banque mondiale et autres a donné les résultats que l'on sait.

Le pillage systématique des faibles ressources de la Nation par une classe politique corrompue qui a érigé le crime en système de gouvernement, a fini par rendre exsangue en 42 ans d'indépendance un des pays d'Afrique Noire qui avait des atouts non négligeables et un réel avenir. Il ne faut pas pour autant désespérer de la RCA et des Centrafricains. Le peuple dont la générosité, l'ardeur au travail ne s'est jamais démentie est prêt à relever le défi. Il est prêt à se mettre à l'ouvrage, à créer la richesse vraie par le travail. Il ne demande qu'une juste rétribution, les outils nécessaires pour accomplir la tâche et la considération.

Construire une ville et prendre plaisir à l'habiter participe d'un défi merveilleux. Construire une nouvelle capitale en un lieu choisi par le peuple souverain est un challenge, une aventure dont une, deux, voire plusieurs générations de femmes et d'hommes peuvent rêver légitimement. Je suis persuadé que le peuple engagé derrière des leaders intègres, travailleurs, à cœur de construire leur pays, Centrafricains mais citoyens du monde, ouverts aux progrès et au monde en mutation, se sentira partie prenante dans cette belle et grande aventure. Le peuple sera à juste titre fier d'une oeuvre dont il sait qu'elle portera ses marques et qu'il consent de laisser en fier héritage aux générations futures.

La République Centrafricaine n'est pas le Sahel. Son sol et sous sol recèle de richesses ; le diamant, l'or et l'uranium n'en sont que l'infime partie qui brille dans la nuit. Une nuit qui la recouvre d'un manteau si épais que d'aucun voudrait l'y tenir prisonnière et pour cause. La ville de Bambari est pratiquement au centre de toutes les richesses¹⁶. Y implanter la capitale du pays participe de la stratégie de remettre le pays réel au travail, de l'éveiller à la vie, de le réintégrer dans le concert des Nations libres et dignes.

Voici donc un projet à la mesure des rêves d'un peuple. Les Centrafricains doivent débattre de cette idée de transférer leur capitale dans les 4 à 6 ans qui suivront la chute de Patassé et de son régime, considérés à juste titre comme des vampires.

Bambari réunit tous les atouts possibles pour abriter le siège du gouvernement et devenir capitale de la République Centrafricaine réconciliée, entreprenante, prospère, solidaire.

Il faut expliquer les enjeux, le caractère profondément national, unitaire du challenge pour engager un débat public et serein.

Je suis heureux et honoré d'ouvrir ce débat.

Jean-Bosco PELEKET

Paris, novembre 2002 (*3ème édition, ndagba mbéti 3*)

¹⁶ Je préfère en fin de compte le terme potentiel à richesse. Chacun sait en effet que les potentiels ne se transforment pas automatiquement en richesses. C'est le travail de l'homme qui crée la richesse. L'exemple centrafricain est assez significatif à cet égard. Voilà un pays où le sous-sol recouvre par exemple : or, diamant, cuivre, fer, mercure, calcaire, uranium, titane, pétrole (des indices de l'or noir ont été décelés dans le Nord et à l'Est) et dont l'Etat attend après les subsides de la banque mondiale pour payer les salaires de ses fonctionnaires. Ces derniers accusent 36 mois d'arriérés de salaire en août 2002!

Epilogue

A mon retour des vacances de l'île d'Oléron cet été 2002, pendant lequel je me suis attelé à la rédiger, j'ai remis cette réflexion à certains amis, souhaitant recueillir quelques avis avant de la soumettre complètement à la sagacité de tous les compatriotes. Les réponses qui me sont parvenues jusqu'ici peuvent être classées en 3 rubriques :

- accueil enthousiaste qui peut se résumer en : « voilà une réflexion qui devrait conduire à une discussion de fond pour engager une véritable refondation nationale »,
- accueil réservé sans plus si ce n'est par exemple « on verra dans un siècle » ! Au fait, pourquoi pas dans 1000 ans ou simplement dans 6 ans ?
- un non catégorique.

L'argumentation développée ici tourne généralement autour de la sempiternelle critique des occidentaux concernant la décision légitime de certains pays en développement de transférer la capitale politique de leur Etat en un lieu généralement plus central, pour affirmer la renaissance nationale, la foi dans l'unité, l'avenir et dans un développement maîtrisé.

Cette critique tendrait à faire croire en quelque sorte à l'incapacité des ex colonisés de bâtir de nouvelles capitales et de mieux les faire vivre en lieu et place des ex chefs lieu de colonie, laissés par les puissances coloniales européennes. L'exemple de « l'échec » de Brasilia (1957) au Brésil, d'Abuja (1975) au Nigeria et de Dodoma (1976) en Tanzanie est régulièrement cité. Mais ces critiques évitent soigneusement de relever que la Turquie des temps modernes inaugure sa nouvelle capitale Ankara en 1923, l'Etat de Panjab en Inde : Chandigarh en 1951, l'Etat d'Israël : Tel Aviv en 1960. Le même Israël choisit plus tard Jérusalem pour des raisons éminemment politiques.

Par ailleurs ces critiques se gardent bien d'expliquer les « échecs » d'Abuja, de Dodoma ou de Yamoussokro dont pourtant les plans d'urbanisme et l'architecture ont été assurés par les expatriés, Européens essentiellement. Je ne m'attarderai donc pas sur ces critiques dont on perçoit bien qu'elles reposent sur une certaine idée que certains occidentaux se font notamment de l'Afrique, de la négation de l'émergence de nouvelles identités et nations. Mais dans la bouche de Centrafricains qui s'affichent par ailleurs progressistes et panafricains, cela dénote de cette aliénation profonde qui paralyse le cerveau. Pire lorsque Barthélemy BOGANDA est appelé à la rescousse, pour la défense de « Bangui capitale éternelle de la RCA », cela tient alors de la méconnaissance de cet homme, éternel rebelle, qui ne s'embarrassait point d'icône et pour qui le seul sacrifice qui valait, était l'intérêt supérieur de ses compatriotes et de la nation en construction.

A noter que le caractère plus multi ethnique de Bangui a valu la faveur de certains de mes interlocuteurs immédiats. Ils craignent que tout changement de capitale ajoute aux relents tribalistes que le président Patassé s'est attaché à inoculer aux Centrafricains. Mais là encore, je réponds que c'est mal connaître la RCA et les Centrafricains d'une manière générale que de soutenir cet argument. Précisément le pays entier résiste à la « rwuandacisation », au cataclysme ethnique parce qu'il est profondément « métissé ». Très rares sont les familles centrafricaines où les membres ne se sont mariés qu'entre gens de même village et de même tribu.

Enfin, l'avenir d'un pays ne peut être construit sur des bases d'alliances ethniques pas plus que sur un repliement culturel. Les gouvernants et tous ceux qui aspirent à quelque poste de responsabilité que se soit au niveau de l'Etat doivent être sans équivoque à ce sujet. Si l'élite ne tire pas des leçons de la déchéance actuelle de l'Etat et des malheurs du peuple, si elle est incapable de proposer des solutions hardies et réalistes de reconquête, si elle ne travaille pas à la refondation de la Nation, alors le monde de globalisation qui se construit à grande vitesse sous nos yeux aura vite fait au mieux de maintenir la République Centrafricaine en vassal et au pire de la satelliser.

Je veux espérer que le débat¹⁷ qui s'ouvre avec cette proposition, sera rigoureux et profitable.

¹⁷ Le débat est ouvert bien sûr et avant tout aux Centrafricaines et aux Centrafricains notamment sur des sites Internet : Sangonet, Kodro en général et plus particulièrement sur un spécifique qui sera bientôt accessible, en tous lieux : ndô ti bombi so a wa kodro ti Bê Afrika a yèkè téngbi dà, na a kota dâmbéti wala université ti Bangui ngâ.

Mais le débat concerne également tous ceux qui, en Afrique et dans le monde, sont préoccupés par le développement inégal de la planète, la marginalisation de l'Afrique noire et qui suivent avec intérêt les réflexions, initiatives et expériences de réduction de la pauvreté, la promotion de la dignité de tout homme sur ses propres terres.

Awè / Fin

POSTFACE

Pour une nouvelle capitale de la République Centrafricaine est une prospective, argumentée, construite avec rigueur par Jean-Bosco PELEKET. Elle est livrée à la réflexion des Wakodro, des Centrafricaines et Centrafricains. Un véritable plaidoyer pour une renaissance. La radiographie de la capitale actuelle de la RCA démontre principalement deux choses : tout d'abord, la ville de Bangui bâtie sur un terrain poreux, à la frontière avec le Congo, court un risque majeur d'effondrement. Elle est à la merci d'éventuel va-t-en guerre. Par ailleurs, la ville de BANGUI, s'étale sans volonté politique, construite sans plan d'urbanisme approprié, sombre dans une situation inextricable. Il devient donc urgent de lancer un SOS et d'installer la capitale politique de la RCA sur un site nouveau.

Pour Jean-Bosco PELEKET, la ville de BAMBARI est mieux indiquée pour devenir le siège du gouvernement de la République Centrafricaine en raison de ses atouts notamment économiques et stratégiques. Une nouvelle capitale voulue, bâtie par les Centrafricaines et les Centrafricains qui doivent compter avant tout sur leurs propres forces, sur les atouts et les potentialités du pays. Une ville entreprenante, prospère, solidaire, réconciliatrice et belle qui répond à leurs aspirations.

Le débat est lancé. Puisse ce projet inspirer notre communauté entière : Centrafricains de l'intérieur et Centrafricains de la diaspora, pour un débat serein et réellement profitable.

Victor BISSENGUE

<http://www.sangonet.com/bambJBP/caprca.html>

Mbi séngba a séwa kuè. Mo moléngé ti Bê Afrika so mo yèkè na kodro wala mo, moléngé ti Bê Afrika so mo yèkè na li baga wala na kodro ndin.

Ala mingi a wala mbéti so. A mbèni mingi a maa tènè ni nga.

Ala so a yèkè na ordinateur si a léngbi ti lili na internet, ala mingi ala wala mbéti so. Ala diko ni zoni. Mingi a yé ndani.

Ala mingi a tokua na mbi maboko, ala wounda mbi a tènè : mbi zia zoni kôdè so, a ti pèpè.

A mbèni nga a yéda mè a wounda mbi a tènè : é kou kété Bê Afrika a londo na ya ti passi so Patassé a bi lo daasi

Na a siwa so kuè mbi yé ti mou na ala singila kuè kuè kuè.

Mbi wounda na ala nga. Ala ngba lakuè maboko na maboko na mbi, na a ita kuè. Ala faa mbéti so na a zo mingi mingi a wou. Kodè so a yèkè fadéso kodè ti a séwa ti Bê Afrika kuè kuè kuè.

E bombi si wala é lèkè Bê Afrika pèndéré

E bombi si wala é lèkè kota likodro ti Bê Afrika

Likodro ti Bê Afrika a lingbi ti douti tongana mama. Mama a yé a moléngué ti lo kuè, Mama a bata a moléngué ti lo kuè si fami ti lo a loti, si a alé ti lo amaï, a goundou na santé wala na kodè, si a alé ti lo a ya fami, a ya kodro na ndozou.

Tonga na é yèkè mingi mingi ti ya kodè ti zi likodro ti Bê Afrika na Bangui, ti zia na Bambari fadé a kotagbia ti Bê Afrika ni a lingbi ti gbo liti ala. So taa tènè là biani !

Patassé na a wazi ti lo, na a munzu vuko so a yèkè ne tère ti lo, ala bouba kodro ti é biani. Ala faa zo mingi mingi, ala bouba Bangui kpolélé. Ti ya kotalikodro so na ndozou, ti lèkè gi lo oko, fadé a yèkè kota koua na passi mingi. Mbi unda na ala kuè kuè kuè, ala gbo li ti ala, ala unda : ndowa si, a léngbi tidou zoni kotalikodro ti Bê Afrika ?

So taa kestion là biani ! *

Je dédie ce travail à chaque Centrafricaine et à chaque Centrafricain. Je demande à tous de s'en emparer véritablement et de le nourrir. Les appels, courriels ou mails et notes qui me sont parvenus depuis la première publication sont de plus en plus enthousiastes. Presque tous attendent la refondation de notre pays par un acte fort qui, au-delà du rêve, renvoie concrètement les Centrafricains à leur devise : Unité Dignité Travail.

Depuis le coup d'état du 15 mars 2003, le régime Patassé appartient désormais au passé et à l'histoire. Une histoire si épouvantable que la page doit être tournée rapidement mais jamais oubliée. Comme tous les Centrafricains, j'en ai été profondément affecté. Mes compatriotes voudront bien ne pas me tenir rigueur du sentiment qui a pu transpirer dans ce travail mené avec rigueur malgré tout.

Au fond de lui-même Patassé ne doutait plus de la fin de son règne. Aussi avait-il pris des dispositions pour nettoyer par le feu la trace de ses turpitudes, malversations et crimes. Ainsi quelques heures après la prise du pouvoir par les insurgés sous la conduite du général François BOZIZE, le dernier carré de la garde prétorienne et hommes de main du dictateur prirent d'assaut les ministères, administrations centrales et sociétés d'état. Méthodiquement : ordinateurs, archives, coffres forts furent mis à sac, les bâtiments saccagés et incendiés. Ce qui reste de Bangui doit le salut au courage des compatriotes en lutte, à la détermination de leurs chefs et aux troupes tchadiennes venues à la rescousse, sur les ordres du président Idris DEBIT. Plus que jamais, Bangui n'est ville et capitale que de nom.

Le cyclone Patassé a tout dévasté sur son passage !

La question du bien fondé de la localisation de la capitale centrafricaine est donc plus que jamais d'actualité. En effet, est-il approprié de mobiliser, d'engloutir les ressources de la nation toute entière pour reconstruire Bangui au détriment de l'ensemble du pays ? Au fond, qu'est ce que Bangui a apporté à la République Centrafricaine depuis le 13 août 1960 ?

Paris, juillet 2003. butundu.

Jean-Bosco PELEKET

* J'ai usé sciemment d'un sango plus courant pour me faire comprendre de tous les compatriotes que la langue des livres et de certaine académie.



Jean-Bosco PELEKET, économiste de la santé, directeur d'hôpital, s'est illustré par une gestion saine jamais égalée du Centre Hospitalier National de Bangui de 1969 à 1971.

Exilé en France, il est de tous les combats pour les droits humains et la bonne gouvernance dans son pays.

Ne concevant la politique que comme le moyen majeur d'engager un processus global, continu d'amélioration des conditions de vie de ses concitoyens et de leur émancipation, il a fini par prendre ses distances par rapport aux partis politiques de son pays, tout en nourrissant un travail de fond.

Jean-Bosco PELEKET livre ici un aperçu de ses réflexions sur Bangui, la capitale centrafricaine et une autre possible. Il ouvre ainsi un grand débat sur la refondation de la RCA, 42 ans après l'indépendance.